



BAR LE DUC, le 16 mars 2009

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Groupe de Subdivisions de Meurthe-et-Moselle et de Meuse
Subdivision de la Meuse
5, place de la République - BP 70542
55 013 BAR LE DUC CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Dossier de demande de régularisation administrative de l'ensemble des activités du Site 2 CONTRISSON (anciennement NOVOLAC) à CONTRISSON présenté par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France le 27 juillet 2004.

Réf. : Transmission de la Préfecture de la Meuse du 22 décembre 2004.

Compléments apportés par le demandeur à son dossier le 9 mars 2005, le 19 juillet 2005, le 24 octobre 2005, le 15 septembre 2006, le 25 mai 2007, le 29 juin 2007, le 2 juillet 2007, le 11 septembre 2007, le 22 octobre 2007, le 15 décembre 2007, le 18 janvier 2008, le 2 octobre 2008, le 16 octobre 2008, le 29 octobre 2008, le 3 novembre 2008, le 15 janvier 2009 et le 5 mars 2009.

Pièces jointes : - Plan de situation.

- Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation et ses annexes (1 et 2).

Rédigé par L'Inspecteur des Installations Classées	Vérifié par Le Chef de subdivision	Vu, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Meuse Nancy, le 16 mars 2009 Pour le Directeur et par délégation Le Chef de Groupe
--	---------------------------------------	--

I - Présentation synthétique du dossier du demandeur :

Par bordereau du 22 décembre 2004, la Préfecture de la Meuse a fait parvenir à l'inspection des installations classées de la DRIRE pour rapport au CODERST les résultats de l'enquête publique et de la consultation administrative relative à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la Sté ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France et portant sur la régularisation administrative de l'ensemble des activités exercées sur le site 2 à CONTRISSON (anciennement NOVOLAC).

Ce dossier a fait l'objet de dépôts de compléments de dossier à plusieurs reprises qui ne nécessitent pas une nouvelle enquête publique:

- Tout d'abord, à l'initiative de l'exploitant, qui a sollicité l'inclusion d'activités complémentaires non soumises à enquête publique avec : la suppression de la rubrique 1131, la modification de régime sous la rubrique 2921 (passage du régime de l'autorisation au régime de déclaration), la construction d'un bâtiment non classable, l'installation d'une station de mélange et de deux stockages en vrac de peinture d'une capacité unitaire de 30 m3 non classables, et la modification des prescriptions de certains articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 1991, concernant l'atelier panneaux sandwichs et le magasin de peinture ;

- Ensuite, à la demande de l'inspection des installations classées pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête publique et de l'évolution de la réglementation applicable aux installations de cet établissement, avec notamment la modification en 2006 des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement qui demande à l'exploitant de justifier de l'utilisation des meilleures techniques disponibles sur le site et la parution de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surfaces.

C'est ainsi que le dossier initial a été complété le 9 mars 2005, le 19 juillet 2005, le 24 octobre 2005, le 15 septembre 2006, le 25 mai 2007, le 29 juin 2007, le 2 juillet 2007, le 11 septembre 2007, le 22 octobre 2007, le 15 décembre 2007, le 18 janvier 2008, le 2 octobre 2008, le 16 octobre 2008, le 29 octobre 2008, le 3 novembre 2008, le 15 janvier 2009 et du 5 mars 2009.

Situation administrative du site actuel :

Les activités et installations du site sont actuellement encadrées et réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°91-2909 du 25 juillet 1991, modifié par les arrêtés complémentaires n°96-2757 du 23 décembre 1996 et n° 98-1817 du 6 août 1998.

Objet du présent rapport :

Le présent rapport a pour objet de synthétiser les différentes demandes sur le plan administratif et sur le plan des enjeux environnementaux en vue de proposer aux membres du CODERST un projet d'arrêté unique reprenant les prescriptions déjà existantes et fixant des prescriptions additionnelles.

1. Le demandeur

Raison sociale	ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France
Adresse du site	Site 2 CONTRISSON 55 800 REVIGNY SUR ORNAIN
Directeur du site	Jean-Pierre MARKEY
Siège administratif	20 rue Jacques Daguerre 92500 RUEIL MALMAISON
N° Siret	485 720 627 00028

Chiffre d'affaires : 13,7 M Euros
Nombre de salariés : 170 personnes

Le Site 2 CONTRISSON de la société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France est spécialisé dans la fabrication de tôles pré-laquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques destinés à la construction.

Les différentes activités ont évolué depuis l'intervention de l'arrêté d'autorisation initial et la régularisation de la situation administrative du site est à entreprendre pour tenir compte des nouvelles catégories de produits utilisés ainsi que des aménagements entrepris dont le nouveau stockage de peinture en vrac situé près du local mixing. La quantité de peinture entreposée n'a pas augmenté, l'objectif du stockage en vrac est de réduire à la source le risque de pollution accidentelle de l'eau et du sol et de diminuer la quantité de déchets (réduction du nombre de fûts de peinture).

Il n'y pas de création de nouvelles activités à proprement parler, mais une modification du stockage de peinture qui met en évidence de nouvelles rubriques liées à la toxicité de certains produits et à l'utilisation de diisocyanate de diphénylméthane (MDI), suite à la refonte de la nomenclature des installations classées intervenue depuis 1992 et principalement les trois suivantes :

- la rubrique 2660 qui correspond à la fabrication de polymères,
- la rubrique 1158-2 qui correspond à l'emploi et au stockage de diisocyanate de diphénylméthane,
- et la rubrique 2661-1, qui correspond à la transformation de polymères et qui fait passer du régime de la déclaration à celui de l'autorisation.

2. Le site d'implantation, ses caractéristiques et ses principales activités :

2.1 Implantation :

Le Site 2 est implanté sur le territoire de la commune de CONTRISSON, Il occupe les parcelles de terrains AA n°22, 23, 26, 27, 29 et 80 , avec une superficie totale de 225 356 m² au lieu dit « Longues Raies ».

Le territoire de la commune de CONTRISSON est couvert par un plan d'occupation des sols (POS). Le Site 2 se situe dans une zone classée UX réservé aux activités industrielles.

Le site se trouve respectivement à 1250 m et à 1200 m de deux cours d'eau, la SAULX et l'ORNAIN.

Au voisinage immédiat du site, se trouve :

- A l'Ouest : une zone non exploitée sur laquelle on trouve un étang,
- Au Nord : la ligne de chemin de fer Paris-Strasbourg puis une zone de culture,
- A l'Est : une entreprise, puis de nouveau la ligne SNCF.

Les premières habitations sont situées à 100 mètres du site, séparés de celui-ci par le canal de la Marne au Rhin. L'établissement recevant du public le plus proche est implanté à 350 m du site, il s'agit d'un complexe sportif.

Dans la zone industrielle où se trouve le site 2 de la société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France, les entreprises les plus proches sont :

Sociétés	Distance par rapport au site
ARCELORMITTAL Construction France site 1	200 m
Menuiserie Gaspar	100-150 m
David Hervelin	100-150 m
Gabriel Lorraine (pisciculture)	150 m
AMR (Allevard Rejna)	1 300 m

La voie de circulation principale est la route départementale RD 995, reliant VITRY LE FRANCOIS à BAR LE DUC. L'accès au site est réalisé au seul moyen d'une voie spécifique, accessible depuis la RD 995 dans les deux sens.

2.2 Activités :

2.2.1 L'atelier de pré laquage :

Il se compose d'une cuve de dégraissage à la soude (Ridoline+Novaclean), suivi de bains de rinçage mis en cascade. Les eaux de rinçages sont dirigées vers la station interne de neutralisation puis sont rejetées dans le canal de la Marne au Rhin. La tôle passe ensuite dans un bain de traitement de surfaces fermé. La technique utilisée est celle du « Roll Coat » : passage de la bande entre deux rouleaux enducteurs. L'application se fait à froid et le bain de traitement de surfaces est capoté. Le bain de traitement de surfaces usé est envoyé vers un éliminateur extérieur autorisé.

La tôle est ensuite revêtue de peinture par enduction, une fine couche de peinture est déposée par des rouleaux rotatifs puis séchée dans un four de cuisson. Un soutirage des vapeurs de solvants est réalisé de part et d'autre de la bande mise en peinture. Les vapeurs de l'application de peinture et du séchage sont dirigées vers un incinérateur. La tôle est enfin refroidie dans un bain d'eau déminéralisée.

Les stockages de produits chimiques se trouvant dans l'atelier de pré-laquage sont les stockages de produits permettant l'alimentation de la ligne de fabrication en continu, c'est-à-dire :

- des fûts d'acide phosphorique (quantité annuelle utilisée 840 kg) isolés dans un local,
- 5 m³ d'acide chlorhydrique,
- 3 m³ de soude dans un local isolé,
- et d'acide chlorhydrique en bidons stockés dans un local spécifique.

2.2.2 L'atelier de fabrication de panneaux sandwichs P3/P4 :

Le bâtiment P4 abrite la ligne de production de panneaux sandwichs en continue, ainsi que 2 cuves de 40 m³ d'isocyanate et 3 cuves de 40 m³ de polyol, produits acheminés par des canalisations aériennes jusqu'à la tête de mélange qui injecte la mousse de polyuréthane entre deux tôles dans l'atelier. Toutes les cuves sont associées à des rétentions. Les produits sont isolés dans un local spécifique.

Les deux produits sont nocifs par inhalation, mais ne présentent pas de caractère inflammable ou explosif.

2.2.3 L'atelier de fabrication de panneaux sandwichs P1/P2 :

Ce bâtiment comprenait la ligne de fabrication de panneaux sandwichs en discontinu. Le rinçage de la machine de coulée se faisait avec du chlorure de méthylène stocké dans le bâtiment en fûts de 150 l. Dans le cadre des meilleures techniques disponibles, cette ligne a été arrêtée le 29 septembre 2008.

La nouvelle ligne implantée diffère peu de l'ancienne en termes de process, cependant la technique mise en place ne nécessite plus de nettoyage des injecteurs au chlorure de méthylène, la tête de mélange étant à haute pression. Le site 2 CONTRISSON n'utilise plus par conséquent de chlorure de méthylène depuis la même date.

2.2.4 L'installation de Mixing et le stockage en vrac de peinture (2 cuves de 30 m3) :

En 2005, les installations suivantes ont été mises en place lors de l'extension du local de préparation et de stockage de peinture situé près de l'atelier de pré-laquage :

- un premier local contient une installation de mélange à froid comportant une cuve de mélange de 200 litres,
- et le second local contient le stockage en vrac de peinture (2 cuves de 30 m3).

Vu la capacité maximale de la cuve de mélange (200 l de peinture soit 240 kg), l'installation de mélange de peinture n'est pas soumise à déclaration sous la rubrique n° 1433 (installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables) de la nomenclature des installations classées, qui fixe le seuil de déclaration à 5 t.

La quantité totale de peinture stockée sur le site n'augmente pas, les 60 m3 précités remplaçant des fûts de peintures existants. Une zone de dépotage a été créée près du second local.

3. Le projet, ses caractéristiques, et le classement du site :

Les rubriques 1180 (transformateur au PCB) et 1720 (sources scellées) ne sont plus revendiquées. Les documents justificatifs de l'élimination de ces appareils ont été transmis à l'inspection des installations classées le 8 février 2008 et le 15 septembre 2008.

Le 9 mars 2005, la société ARCELOR CONSTRUCTION France a informé l'inspection des installations classées qu'elle ne stockait plus de produits toxiques relevant de la rubrique 1131 sur son Site 2 à CONTRISSON, la référence à cette rubrique a donc été supprimée du dossier du 27 juillet 2004.

L'arrêté préfectoral autorisant la société ARCELOR MITTAL CONSTRUCTION France à exploiter son Site 2 date du 25 juillet 1991, les rubriques de classement 1158 et 2921 qui concernent cet établissement, ont été créées postérieurement à celui-ci respectivement par décret du 7 juillet 1992 et par décret du 7 décembre 2004. Elles seront donc incluses dans la mise à jour des dispositions de cet arrêté d'autorisation à la demande de l'exploitant.

En définitive, le tableau de classement des installations de ce site au titre de la législation sur les installations classées s'établit aujourd'hui comme suit :

Rubrique	Description de l'installation	Volume	Régime	Seuil
2940-2a	Application de vernis, peinture au trempé, quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :	Quantité maximale de peinture utilisée par jour : 9 000 kg	Autorisation	Supérieure à 100 kg/jour
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, d'une puissance :	Puissance totale installée = 10 MW	Autorisation	P>500 kW
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage...) de surfaces par voie électrolytique ou chimique	Volume des cuves de passivation au chrome (sans cadmium) : 18 000 litres	Autorisation	V > 1500 l

2662-a	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Stockage de panneaux sandwichs : 1750m3	Autorisation	V>1000 m ³
1432-2a	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables (catégorie B)	Peintures : 180 m3 dont 2 cuves de 30 m3 Soit 216 tonnes Mélange de n-pentane/ Cyclopentane : 25 m3 Soit 3,10 tonnes	Autorisation	capacité équivalente totale > à 100 m ³
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables	Peintures : 180 m3 dont 60 m3 en cuves mélange de n-pentane/ Cyclopentane : 25 m3	Autorisation	Sans seuil
1158-2	Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) (fabrication industrielle, emploi ou stockage de).	140 tonnes	Autorisation	Quantité> 20t
2660	Fabrication industrielle ou régénération de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques))	Mousse de polyuréthane : 17 t/j	Autorisation	Sans seuil
2661-1a	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Mousse de polyuréthane : 17 t/j	Autorisation	Quantité>10t/j
2921	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type « circuit primaire fermé »	1950 kW	Déclaration	puissance thermique maximale < 2 000 kW
2910-A2	Installations de combustion (chaudières et incinérateur)	-Incinérateur (Activité pré laquage Ligne 3 : 6400 KW) -séchoir TS Ligne 3 : 1740 KW -Chaudières : Ligne 3 :1959 KW atelier P9/P10 : 1650 KW => Puissance totale : 12 MW	Déclaration	2 MW < P < 20 MW
2920-2b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa,	Puissance installée totale : 300 kW dont 4 compresseurs de 50 KW	Déclaration	50kW >P> 500KW

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique
A-SB autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000
A autorisation
D déclaration
NC installations et équipements non classés mais connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

4. Les inconvénients et moyens de prévention

4.1 Eaux

4.1.1 Consommation :

La société ARCELOR CONSTRUCTION France utilise sur son site 2 CONTRISSON l'eau provenant :

- du réseau de distribution publique du SIVOM de REVIGNY SUR ORNAIN : consommation annuelle 25 000 m3
- et du pompage dans la nappe : consommation annuelle 50 000 m3.

Le forage dans la nappe calcaire thithanier karstique entre Seine et Ornain a une profondeur de 4 m.

L'eau provenant du réseau de distribution publique du SIVOM de REVIGNY SUR ORNAIN est consommée industriellement pour la production d'eau déminéralisée utilisée dans les phases de rinçage de la ligne de traitement de surfaces et la compensation des évaporations des circuits de refroidissement de la ligne de pré-laquage. Elle est également utilisée pour les usages sanitaires et pour le réseau incendie.

L'eau de nappe est pompée pour le refroidissement de certains équipements sans contact avec des produits chimiques :

- refroidissement du BS2,
- refroidissement des inducteurs via un échangeur,
- et refroidissement d'un groupe hydraulique de la cabine de peinture via un échangeur.

L'étude préalable « Rejet zéro » transmise le 24 octobre 2008, indique que les eaux de refroidissement qui ne sont pas en circuit fermé, sont rejetées dans l'étang du site.

4.1.2 Rejet :

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les eaux vannes sont dirigées vers 9 fosses septiques, les eaux ainsi traitées retournent au milieu naturel par infiltration dans le sol.

L'exploitant s'engage à fournir à l'inspection des installations classées un rapport de vérification de la conformité de ce système de traitement dans un délai de 6 mois après notification de l'arrêté d'autorisation.

Les eaux pluviales provenant des toitures et des parkings sont collectées soit dans le contre-fossé du bâtiment P9/P10, soit dans l'étang appartenant à l'entreprise avant d'être rejetées au milieu naturel par infiltration dans le sol.

Les eaux industrielles proviennent de l'activité de dégraissage de la ligne de pré-laquage et sont traitées avant rejet au canal de la Marne au Rhin dans une station de neutralisation.

La tôle est dégraissée dans un bain de (Ridoline+Novaclean) puis passe dans un bain de rinçage à chaud, puis à froid.

La ligne de dégraissage possède des rinçages en cascades pour alimenter les rinçages et le bain de dégraissage précédant. Ces cascades permettent de réduire la consommation d'eau.

A la sortie du rinçage à chaud, des rouleaux essoreurs permettent de retenir l'excès d'hydrocarbures avant rejet vers la station interne. La station interne est une station de neutralisation. Les réactifs mis en œuvre sont de l'acide sulfurique et de la soude.

En sortie de station, l'effluent clarifié (1 m³/h) est rejeté dans le canal de la Marne au Rhin.

Les résultats d'analyses de l'autosurveillance et de l'analyse trimestrielle effectuée par un laboratoire indépendant de 2004 à 2007 transmis à l'inspection des installations classées montrent que le rejet d'eau résiduaire respecte les valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°91-2909 du 25 juillet 1991.

La dernière campagne d'analyses effectuées par le laboratoire IRH le 11 juin 2007 donne les résultats suivants :

Paramètre	valeur	Valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation de 1991
Débit	0,9 m ³ /h	< 1m ³ /h
Température	non mesurée	<30°
PH	8,1	6,5<PH<9

	résultats juin 2007		valeurs limites de l'arrêté d'autorisation de 1991		valeurs limites de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006
Paramètres	concentration (mg/l)	flux (kg/j)	concentration (mg/l)	flux (kg/j)	concentration (mg/l)
DCO	<30	0,61	150	3,6	300
MEST	11	0,22	30	0,72	30
Cr VI	0,04	0,00	0,1	0,0024	0,1
Zn	0,45	0,01	5	0,12	3
Fe	0,17	0,00	5	0,12	5
hydrocarbures	<0,1	0,00	5		5

Les prescriptions proposées dans le projet d'arrêté préfectoral sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux traitements de surfaces.

4.13 Consommation spécifique d'eau maximale :

En application de l'article 21 de l'arrêté ministériel relatif au traitement de surfaces du 30 juin 2006, l'arrêté préfectoral doit fixer une consommation spécifique d'eau maximale. Cette consommation ne peut pas excéder les 8 l/m² de surface traitée et par fonction de rinçage.

La consommation spécifique d'eau de la ligne de pré-lavage (activité de traitement de surfaces : passivation au chrome) est de 0,26 l/m²/ fonction de rinçage. Cette activité respecte donc ladite prescription ministérielle.

4.2 Air

4.2.1 Les rejets atmosphériques de l'activité d'application et de séchage de peintures:

L'atelier de pré-lavage se compose d'un traitement de surfaces suivi d'une application de peinture et d'un séchage gaz. La peinture contient 39 % de solvants (hydrocarbures

aliphatiques, hydrocarbures aromatiques, alcools, cétones, éthers alcools et esthers) qui sont à l'origine des émissions de COV.

Les émanations atmosphériques de solvants se forment pendant l'application de peinture et les phases de séchage et sont aspirées par un système de captation qui est raccordé à un incinérateur (vitesse d'éjection de 12,5 m/s) dans lequel ces émissions de COV sont détruites.

Les émanations atmosphériques de solvants provenant du nettoyage des encriers sur la ligne de peintures sont aspirées par le même système de captation et envoyées à l'incinérateur. Dans les installations du site 2 CONTRISSON sont consommées par an 110 tonnes de solvants de nettoyage et 55 % sont régénérés à l'extérieur.

L'incinérateur a un rendement d'au moins 98% et est surmonté d'une cheminée. Les rejets de COV résiduels sont contrôlés en continu par un analyseur à ionisation de flamme.

L'autosurveillance des rejets en COV, du débit gazeux et de la température s'effectue en continu.

L'exploitant fait réaliser une fois par an des mesures sur ces émissions de COV par un organisme compétent agréé. Les résultats des mesures faites par l'APAVE sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

année	Rejet en COV en sortie de l'incinérateur en mg/m^3	Valeur limite de l'article 30 alinéa 30 de l'AM 98 en mg/m^3	Flux de COV en g/h	Rejet COV annuel (tonnes)
2005	13	50	420	2,38
2006	9	50	304	1,70
2007	13	50	330	1,87
2008	8	50	207	1,17

Les rejets en COV de l'établissement respectent les dispositions définies à l'article 30 alinéa 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Sur la base du plan de gestion de solvants établi par l'exploitant en 2006 et des calculs de performance de l'incinérateur, la société ARCELOR CONSTRUCTION France estime que le pourcentage de COV émis à l'atmosphère par l'incinérateur du Site 2 CONTRISSON est de l'ordre de 0,002% de la quantité de solvants utilisée (< à 5% conformément à l'article 30 alinéa 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

Le poste de démoulage de l'atelier de fabrication de panneaux sandwich rejette 2,5 tonnes de COV diffus à phrase de risque R40 par an. Les mesures décrites au III.6.2 alinéa 3 du présent rapport seront mise en place pour décembre 2009 au plus tard.

L'exploitant a réalisé une recherche de substances à phrases de risque CMR parmi les solvants utilisés. L'étude a été transmise à l'inspection des installations classées en novembre 2004. Cette étude démontre que cet établissement utilise huit produits à phrases de risque CMR. Les fournisseurs de ces produits ont confirmé par écrit que ces substances ne sont pas volatiles.

En conclusion, le site 2 CONTRISSON ne met pas en œuvre dans ses installations de substances CMR volatiles.

4.2.2 Les rejets atmosphériques de l'installation de combustion:

Plusieurs installations de combustion sont installées et exploitées sur le Site 2 CONTRISSON :

- un incinérateur de COV sur la ligne de pré laquage d'une puissance thermique de 6400 KW, alimenté au gaz naturel,
- un séchoir alimenté au gaz naturel sur l'installation de traitement de surfaces de la ligne de pré laquage d'une puissance thermique de 1740 KW,
- et deux chaudières alimentées au gaz naturel, l'une pour le chauffage de l'activité de pré laquage d'une puissance thermique de 1959 KW, l'autre pour le chauffage de l'atelier P9/P10 d'une puissance thermique de 1650 KW.

Soit une puissance thermique totale de 12 MW.

L'article 1.9 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion, donne la définition de la puissance de l'installation :

« la puissance de l'installation est égale à la somme des puissances de tous les appareils de combustion qui composent cette installation. Elle est exprimée en mégawatt (MW). Lorsque plusieurs appareils composant une installation sont dans l'impossibilité technique de fonctionner simultanément, la puissance de l'installation est la valeur maximale parmi les sommes des puissances des appareils pouvant fonctionner simultanément. Cette règle s'applique également aux appareils de secours venant en remplacement d'un ou plusieurs appareils indisponibles dans la mesure ou, lorsqu'ils sont en service, la puissance mise en oeuvre ne dépasse pas la puissance totale déclarée de l'installation ».

Les deux chaudières se situent à plus de 50 m l'une de l'autre dans deux bâtiments distincts. Les cheminées d'évacuation ne peuvent pas être regroupées.

L'ensemble des chaudières peuvent fonctionner simultanément, la puissance totale est alors supérieure à 2 MW. Ces chaudières sont donc soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 précité.

Toutes ces chaudières sont soumises par ailleurs aux dispositions fixées par les décrets du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW et du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique et font l'objet d'une maintenance préventive comprenant l'analyse des gaz de combustion consignés dans des livrets de chaufferie.

4.2.3 Les rejets atmosphériques du traitement de surfaces :

Le bain de traitement de surfaces est capoté. Le traitement de surfaces met en œuvre la technique du « Roll Coat », cette technique consiste à appliquer sur la tôle par rouleau enducteur le produit de traitement sans mise en température, elle permet une application à froid (pas d'évaporation) et une maîtrise de l'épaisseur du dépôt de produit. La tôle passe ensuite dans un séchoir gaz dont les émissions atmosphériques sont encadrées à l'article 3.2.5 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

4.2.4 Les rejets atmosphériques des tours aéro-réfrigérantes (TAR) :

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (TAR) du Site 2 CONTRISSON sont réglementées par l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique n°2921. Le suivi mensuel des installations ne montre pas de dépassement du seuil des 100 000 UFC/l au cours des années 2007 et 2008.

4.3 Odeurs

Le volet santé du dossier du 27 juillet 2004 n'identifie pas de façon significative l'impact lié à d'éventuelles odeurs sur les populations environnantes. Les peintures utilisées ces dernières années sont moins émettrices de composés organiques volatils (COV). Ces COV sont détruits dans un incinérateur dont le rendement est supérieur à 98 %. Les activités du site ne devraient pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage.

4.4 Bruit

Des mesures et de l'étude relatives au bruit réalisées sur le site en juin 2006, il ressort que les niveaux sonores admissibles en limite de propriété sont respectés :

Point	Période	Valeurs limites de l'AM du 23/01/97 en dB (A)	Résultats de mesures du site 2 en dB(A) en 2006	Conformité
1	jour	70	60	C
	nuit	60	52	C
2	jour	70	55	C
	nuit	60	53	C
3	jour	70	54	C
	nuit	60	53	C

et que l'émergence de l'activité au voisinage le plus proche donne des valeurs conformes aux dépassements tolérés par la réglementation en période de jour et de nuit.

Zone à émergence réglementée à proximité du canal et de P2

Point	Période	valeurs limites de l'AM du 23/01/97 en dB (A)	résultats de mesures autour du Site 2 CONTRISSON en dB(A) en 2006	Conformité
4	jour	5	1	C
	nuit	3	2,5	C

4.5 Déchets

Les déchets solides sont triés, stockés selon leur nature dans des bennes ou récipients situés dans le local réservé aux déchets, puis évacués du site pour valorisation ou traitement dans des installations dûment autorisées.

Les déchets liquides sont collectés dans des cuves ou des récipients du stockage de déchets chimiques avant d'être enlevés par un collecteur pour être incinérés, traités ou valorisés.

La liste des principaux déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement est :

CODE ET DESIGNATION DU DECHET	ORIGINE DU DECHET	ELIMINATION OU TRAITEMENT	QUANTITE ANNUELLE (tonnes)
Code 140603 Solvant de nettoyage	Changement de teinte	Traitement R2 : régénération	235
Code 070399 Mousse de rectification	Rectification des cylindres	Traitement D10 : Incinération	8
Code 150202* Emballages souillés	Ensemble des activités du site	Traitement R1 : valorisation énergétique	16
Code 150202* Tuyaux PVC	Activité de pré-laquage	Traitement R1 : valorisation énergétique	3
Code 110111 Acide chromique (bain usé)	Traitement de surfaces	Traitement D9 : Traitement physico-chimique	6
Code 110107 Solution de dégraissage	Traitement de surfaces	Traitement D9 : Traitement physico-chimique	167
Code 110105* Solution de détartrage	Traitement de surfaces	Traitement D9 : Traitement physico-chimique	20
Code 080417* Polyol usagé	Fabrication de panneaux sandwichs	Traitement D10 : Incinération	13
Code 080501 Isocyanate usagé	Fabrication de panneaux sandwichs	Traitement D10 : Incinération	6
Débords	Fabrication de panneaux sandwichs	Valorisation	211
DIB en mélange	Ensemble des activités du site	Incinération	120

Les bains usés d'acide chromiques sont envoyés chez TREDI à HOMBORG (68490) pour traitement physico-chimique.

Les solvants de nettoyage sont envoyés chez WATCO à BEAUTOR pour être régénérés.

Le polyol usagé et l'isocyanate usagé sont éliminés par incinération chez CEDILOR à AMNEVILLE (57).

4.6 Trafic routier

Le trafic routier du aux activités du Site 2 CONTRISSON est de l'ordre de 60 véhicules poids lourds par jour. Ce trafic correspond essentiellement à l'arrivée des matières premières, des consommables et au départ des produits finis.

Des parkings sont prévus pour les poids lourds sur le site, et la sortie de celui-ci est aménagée de façon à ce que les gros porteurs puissent entrer et sortir sans manœuvrer longuement sur la voie publique.

4.7 Impact visuel

L'usine est implantée dans une large vallée où l'absence de relief fait des bâtiments du site un des principaux repères du paysage urbain.

4.8 Faune et flore :

Le Site 2 CONTRISSON est implanté en extrémité de l'éperon qui sépare les vallées de l'ORNAIN et de la SAULX.

Il n'y a pas de milieux naturels sensibles ni de sites patrimoniaux recensés sur la commune de CONTRISSON.

Il n'est répertorié aucune espèce animale ou végétale rare ou vulnérable qui justifie de mettre en place des dispositions particulières.

Le site protégé le plus proche est le site de la vallée de la SAULX. La commune de CONTRISSON n'est pas concernée par ce site.

4.9 Aspect sanitaire :

L'évaluation des risques sanitaires a été réalisée selon la méthodologie du guide « Evaluation des Risques Sanitaires liés aux substances chimiques dans l'Eude d'impact des installations classées pour la protection de l'Environnement » de l'INERIS.

Compte tenu des émissions provenant des procédés mis en œuvre par la société ARCELOR CONSTRUCTION France sur son Site 2 CONTRISSON, la voie de caractérisation du risque sanitaire retenue est l'inhalation des composés organiques volatils (COV) issus de l'activité de peinture (rejet atmosphérique de benzène et de toluène).

Les conclusions de l'évaluation du risque sanitaire sont les suivantes :

Substance étudiée	Voie d'exposition	Risque	Facteur d'incertitude	Valeur retenue pour le Site 2	Valeur repère de risques	Conformité/ Valeur repère de risques
Benzène	Inhalation	cancérogène	Non communiqué	$0,33.10^{-6}$	$<10^{-5}$	Conforme
Toluène	Inhalation	Non cancérogène	30	$3,04.10^{-5}$	<1	Conforme

4.9.1 Risque cancérogène :

Les organismes internationaux tels que l'Organisation Mondiale de la Santé et l'US EPA ont établi une valeur limite de repère de risques de 10^{-5} pour les polluants cancérogènes.

Le risque cancérogène lié à l'inhalation des polluants traceurs (COV dont le benzène) provenant des rejets atmosphériques canalisés issus de cet établissement, calculé par l'exploitant est de $0,33.10^{-6}$ et est inférieur à la valeur repère de risques 10^{-5} .

Les résultats de l'évaluation des risques sanitaires figurant dans le dossier du 27 juillet 2004 et complétée le 25 mai 2007 (suite aux corrections demandées par la DDASS lors de la consultation des services de l'état) montrent que le risque de développement d'une pathologie cancéreuse représente une probabilité de 1 sur 33 millions d'individus.

Les vents dominants sont dirigés vers le secteur ouest et sud-est, zone hors habitation. L'étude conclut que l'impact de l'activité de peinture sur la santé humaine est acceptable.

4.9.2 Risque non cancérogène :

Les résultats de l'évaluation des risques sanitaires figurant dans le dossier du 27 juillet 2004 et complétée le 25 mai 2007 suivant les remarques formulées par la DDASS montrent que le risque de toxicité non cancérogène lié aux rejets atmosphériques (toluène) de l'incinérateur est insignifiant. En effet, l'indice de risque est très largement inférieur au niveau de risque acceptable pour la santé publique (=1, donnée extraite du guide INERIS).

L'étude conclut donc que l'effet sur la santé est acceptable sans avoir recours à une étude plus approfondie de second niveau.

4.9.3 COV à phrases de risques CMR :

L'évaluation des risques sanitaires est basée sur l'hypothèse que l'ensemble des COV rejetés par l'incinérateur sont à phrases de risques CMR, le benzène et le toluène étant les COV retenus pour l'étude.

Cependant, comme cela a été indiqué ci-avant, le site 2 CONTRISSON ne met pas en œuvre dans ses installations de substances CMR volatiles.

5. Les risques et moyens de prévention

L'analyse des risques du dossier du 27 juillet 2004, complétée le 2 octobre 2008 conclut que les phénomènes dangereux majorants sur le site sont liés à l'activité de stockage de mélange de n-pentane/ cyclopentane et l'activité de stockage de peinture.

5.1 Les risques majeurs engendrés par le stockage de mélange de n-pentane/ cyclopentane sont l'incendie et l'explosion:

5.1.1 L'incendie :

- L'étude de dangers figurant dans le dossier du 27 juillet 2004 évalue les effets du phénomène dangereux « fuite d'une durée d'une minute sur une canalisation entre le stockage et l'atelier ».

Le tableau suivant récapitule les distances des zones d'effets létaux ou irréversibles pour la vie humaine (1):

Cas	Masse de liquide (en kg)	Masse de vapeur (en kg)	Hauteur des flammes (en m)	Zone 1 (1) 5 kW/m2 (en m)	Zone 2 (1) 3 kW/m2 (en m)
Fuite sur canalisation	0,94	0,132	0,96	5	7

(1) Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :
Pour les effets sur l'homme :

- 3 kW/m² ou 600 [(kW/m²)^{4/3}].s, seuil des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;

- 5 kW/m² ou 1 000 [(kW/m²)^{4/3}].s, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;

Les distances des zones d'effets létaux et irréversibles se trouvent à l'intérieur du périmètre du site et n'impactent pas la population voisine située à 600 m pour les populations sensibles et à 100m pour la première habitation.

- L'étude de dangers complémentaire en date du 2 octobre 2008 produite par l'exploitant évalue les effets du phénomène dangereux « fuite sur la tuyauterie lors du dépotage du camion-citerne de pentane/cyclopentane ».

Le produit est dirigé vers la rétention du stockage, on étudie donc l'incendie dans la rétention.

Les hypothèses prises en compte sont une surface de rétention égale à 25 m², donnant une hauteur de flamme de 3m.

Les distances atteintes par les flux thermiques sont les suivantes:

Incendie dans la rétention		Distances maximales atteintes pour chaque face de l'atelier (m)	
Faces		Côté P4 (m)	Côté bâtiment catalyse (m)
Flux thermiques reçus ^{(1) et (2)}	8 kW/m ²	4,6	1,8
	5 kW/m ²	6,8	2,5
	3 kW/m ²	9,6	0,0

(2) Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets thermiques

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

Pour les effets sur les structures :

- 5 kW/m², seuil des destructions de vitres significatives ;
- 8 kW/m², seuil des effets domino (1) et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures ;

Le flux des effets dominos (8 kW/m²) atteint le local de stockage du polyol et catalyse.

Le flux de 3 kW/m² atteint le local pompe dosage (absences de combustibles).

Les flux thermiques n'atteignent pas le local P4.

Le bâtiment de stockage du polyol et catalyse est constitué d'un mur d'enceinte en parpaing et de deux portes en façades non coupe-feu.

L'étude a été étendue à la propagation de l'incendie dans la rétention du stockage de pentane/cyclopentane vers le local de stockage du polyol et catalyse.

- Etude de l'incendie du bâtiment de stockage du polyol et catalyse :

On considère un incendie généralisé sur une surface de 113 m² et une hauteur de flamme de 9 m.

Les distances atteintes par les flux thermiques sont les suivantes:

Incendie du stockage du polyol et catalyse		Distances maximales atteintes pour chaque face de l'atelier (m)	
Faces		Côté P4 (m)	Côté stockage cyclopentane (m)
Flux thermiques reçus ^{(1) et (2)}	8 kW/m ²	9,3	6,1
	5 kW/m ²	12,9	8,6
	3 kW/m ²	17,8	11,8

La modélisation de ce scénario montre que le flux de 8 kW/m² n'atteint pas le bâtiment P4, mais un local détaché n'abritant aucune activité particulière.

Les distances des zones d'effets létaux et irréversibles se trouvent à l'intérieur du périmètre du site et n'impactent pas la population voisine située à 600 m pour les populations sensibles et à 100m pour la première habitation.

5.1.2 L'explosion :

En contact avec l'air, le mélange n-pentane/cyclopentane peut créer des explosions.

L'étude de dangers du 27 juillet 2007 évalue les effets d'une explosion suite aux deux cas cités au 5.1.1 :

Cas n°	Masse de vapeur (en kg)	Zone 1 (2) 140 mb (en m)	Zone 2 (2) 50 mb (en m)
1	17	22	60
2	0,132	6	17

(2)Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

Pour les effets sur l'homme :

-50 mbar, seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;

-140 mbar, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;

Les distances des zones d'effets létaux et irréversibles se trouvent à l'intérieur du périmètre du site et n'impactent pas la population voisine située à 600 m pour les populations sensibles et à 100m pour la première habitation.

5.2 Le risque majeur engendré par le magasin de peinture est l'incendie:

Le stockage de peinture est d'une capacité de 200 m³ soit 240 tonnes. Les dimensions du local sont 50 m x 17 m x 5,5 m.

L'étude de dangers évalue les effets de ce phénomène dangereux :

	Face à la largeur	Face à la longueur
Distance maximale à laquelle un flux de 5 kW/m ² est reçu	10 m	11 m
Distance maximale à laquelle un flux de 3 kW/m ² est reçu	16 m	19 m

Le magasin de peinture se situe au centre du site, il n'est en contact avec aucune autre structure du site.

Les distances calculées pour des flux thermiques de 5 kW/m² et 3 kW/m² sont incluses dans les limites du site. Il n'y a pas de conséquence à craindre pour les populations voisines.

Cependant, les compléments d'études reçues le 18 janvier 2008 montrent que l'atelier abritant la ligne 3 serait impacté. Ces éléments sont développés au chapitre III 4-1 du présent rapport.

6. La notice d'hygiène et de sécurité du personnel

La notice hygiène et sécurité présentée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, semble avoir correctement étudiée les impacts sur le personnel, des risques et nuisances susceptibles d'être engendrés par les installations.

7. Les conditions de remise en état proposées

La remise en état proposée par l'exploitant consisterait à :

- évacuer les équipements (lignes de production, cuves,...), ferrailles et stocks divers,
- évacuer les produits dangereux et des déchets,
- démonter la station interne,
- laver les rétentions et à éliminer les eaux usées en centre agréé,
- et à réaliser un dossier de cessation d'activité.

L'usage futur du site ne pourra être qu'industriel.

II - La consultation administrative et l'enquête publique

1. Les avis des services

INAO (05/11/2004) : L'INAO a émis un avis **favorable**.

SNNE (09/12/2004) : Le Service de la Navigation du Nord-Est n'émet pas d'avis et demande que le dossier soit complété par :

- 1) une étude de faisabilité de traitement des eaux de pluies susceptibles d'être polluées,
- 2) une étude d'impact du rejet des eaux industrielles sur le canal et sur ses sédiments en prenant en compte les périodes de chômage du canal et en regardant la possibilité de rejet zéro sur site,
- 3) et la vérification de la compatibilité du projet avec les orientations du SDAGE Rhin-Meuse.

1) Une étude technico-économique de faisabilité de traitement des eaux de pluies susceptibles d'être polluées a été transmise à l'inspection des installations classées le 31 mai 2007 et conclut que le ruissellement des eaux de pluviales sur les toitures et les parkings du Site 2 CONTRISSON n'est pas susceptible de présenter un risque de pollution. Des mesures réalisées sur les eaux pluviales ne montrent pas de dépassement des valeurs limites de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Les eaux de pluie qui sont dirigées vers l'étang appartenant à l'entreprise et vers le contre-fossé du site ne nécessitent de traitement avant rejet au milieu naturel. Des valeurs limites de rejet des eaux pluviales sont prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral ci-annexé.

2) Le 18 septembre 2008, l'exploitant a pris contact avec le Service de la Navigation du Nord-est afin de connaître les périodes de chômage du canal. Le SNNE a indiqué à l'exploitant que la dernière période de chômage du canal a eu lieu en mars 2006 et la prochaine est prévue en 2011.

L'exploitant a donc fait réaliser en 2007 et 2008 des analyses sur l'eau du canal et ses sédiments. Quatre analyses ont été effectuées sur les eaux de surface (amont et aval du Site 2 CONTRISSON) le 11 juin 2007, le 9 octobre 2007, le 11 décembre 2007 et le 1^{er} avril 2008.

Les résultats maximaux atteints sont les suivants :

Eaux du canal

Paramètres	Valeurs limites de l'article 4.3.7 du projet d'arrêté préfectoral	Résultats des mesures réalisées en 2007 et 2008
Cr VI	< 0,1 mg/l	< 0,01 mg/l
Cr III	< 2 mg/l	< 0,01 mg/l

Paramètres	Valeurs limites de l'article 4.3.7 du projet d'arrêté préfectoral	Résultats des mesures réalisées en 2007 et 2008
Zn	< 3 mg/l	< 0,05 mg/l
Fe	< 5 mg/l	< 0,761mg/l
MEST	< 30 mg/l	< 24 mg/l
DBO5	-	< 3 mg/l
DCO	< 150 mg/l	< 14 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 0,1 mg/l

Ces résultats ne montrent aucun dépassement des valeurs limites réglementaires. L'impact sur le canal n'est pas significatif.

Sédiments du canal :

Paramètres	Point en amont du Site 1* (mg/kg MS)	Point au droit du Site 1 (mg/kg MS)	Point en aval du Site 2 CONTRISSON (mg/kg MS)
Aluminium	32 000	20 000	27 000
Plomb	27	21	35
Fer	16 000	14 000	16 000

*Le Site 1 est en amont du Site 2 CONTRISSON.

L'impact des rejets de la station du Site 2 CONTRISSON est faible sur les trois éléments métalliques contrôlés, les concentrations du milieu étant élevées.

Une étude préalable « rejet zéro » relative uniquement au rejet zéro de la station de traitement a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 16 juillet 2008 concluant que « le volume des rejets des eaux de process demeurant faible : 1 m3/h, la solution en place constitue une pratique économique au regard des systèmes alternatifs mais également une solution technique intéressante dans la mesure où les flux de pollution sont limités. »

La station de traitement du Site 2 CONTRISSON est une station de neutralisation et les effluents sont en grande partie traités à l'extérieur comme déchets industriels par un prestataire agréé.

Cette étude a été complétée le 24 octobre 2008 pour le reste du site, dont notamment le rejet des eaux de refroidissement et abordée au paragraphe 6.2.2 de l'avis de l'inspection des installations classées ci-dessous.

3) La vérification de la compatibilité du rejet issu de cette station de neutralisation avec les orientations et préconisations du SDAGE du Bassin Rhin-Meuse a été adressée à l'inspection des installations classées le 3 novembre 2008.

Aucun écart par rapport aux orientations et préconisations du SDAGE n'a été mis en évidence dans ces compléments apportés par l'exploitant.

DDAF (17/03/2005) : La DDAF émet un avis **favorable** sous réserve de préciser la nature du forage et la qualité de l'aquifère sollicité, d'indiquer la consommation de pointe journalière et d'évaluer l'impact sur l'aquifère par rapport à cette consommation de pointe.

En juin 2007, l'exploitant a fait réaliser par l'IRH une campagne d'analyses sur la qualité des eaux de la nappe. Les résultats sont les suivants :

Paramètres	Résultats des mesures de 2007
Cr VI	< 0,01 mg/l
Ni	< 0,05 mg/l
Zn	< 0,01 mg/l
Fe	< 0,063mg/l
MEST	< 4,3 mg/l
PH	8,15
DCO	< 6 mg/l
Température	18°C
Hydrocarbures totaux	< 0,1 mg/l
Nitrates	10,4 mg/l
Azote global	2,3 mg/l
CN	< 0,01 mg/l
Trihalométhanes	<0,0025 mg/l
COHV	< 0,01 mg/l

Il est conclu qu'aucun polluant particulier n'est détecté.

Le forage dans la nappe calcaire thithanier karstique entre Seine et Ormain a une profondeur de 4 m. La consommation annuelle de pompage est d'environ de 46 000 m3, soit 210 m3/j en moyenne.

SDIS (18/11/2004) : Le SDIS émet un avis **favorable** sous réserve que :

- 1) l'étang soit aménagé de telle sorte qu'il puisse être utilisé par les sapeurs pompiers avec la création d'un puisard d'aspiration sur le parking de l'entreprise et relié à l'étang par des buses d'un diamètre au moins égal à 500 mm (réunion avec l'exploitant du 16 juin 2004),
- 2) le container d'un mètre cube d'émulseur soit stocké à l'extérieur des bâtiments et à proximité des locaux à défendre,
- 3) en cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre un moyen de déplacer et transporter ce container,
- 4) et qu'un plan de masse soit disponible en 3 exemplaires au poste de garde.

Concernant le point 1, le SDIS a été interrogé de nouveau par l'exploitant le 8 janvier 2009. Les conclusions du SDIS sont reprises à l'article 7.6.4 du projet d'arrêté ci-joint avec notamment la mise en place de deux citernes d'eau souples d'une capacité de 180 m3.

Les autres points ont été pris en compte par l'exploitant.

DDE (20/01/2005) : La DDE émet un avis **favorable**, avec quelques remarques sur la géométrie du carrefour à la sortie du site, que l'exploitant a pris en compte.

DDASS (28/02/2005) : La DDASS émet un avis **favorable**, sous réserve de la prise en compte des remarques et notamment la suivante :

L'exploitant est invité à corriger les calculs de DMJ réalisés page 60 de l'étude d'impact du Site 2 CONTRISSON. Du fait des erreurs de calcul de la DMJ, les conclusions de l'étude ne sont pas exploitables. Cependant les calculs réalisés par la DDASS semblent montrer que le niveau de risque engendré par le projet soit acceptable.

L'exploitant a mandaté son cabinet conseil pour prendre en compte les remarques de la DDASS et a transmis à l'inspection des installations classées le volet santé de son dossier corrigé dont les conclusions sont présentées au point I.4.9 du présent rapport.

2. Les avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux de CONTRISSON et de REVIGNY SUR ORNAIN ne se sont pas prononcés sur le projet, leur avis est donc réputé **favorable**.

3. L'avis du CHSCT

Le projet, qui a été présenté aux membres du CHSCT le 28 janvier 2004, n'a pas donné lieu à des oppositions particulières.

4. L'enquête publique

Le dossier a été soumis à enquête publique, par arrêté préfectoral n°2004-2465 du 27 septembre 2004, du 26 octobre 2004 au 30 novembre 2004 inclusivement, en Mairie de CONTRISSON.

Monsieur Michel DELON a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Durant les cinq permanences, une seule observation est enregistrée. Celle-ci relève principalement des rejets en COV dans l'atmosphère, des odeurs acres seraient ressenties par la population Nord de REVIGNY SUR ORNAIN. Cette personne souhaite que la prévention et les contrôles des rejets progressent tant pour la protection des personnes que pour l'environnement.

Le mémoire en réponse du demandeur

Dans son mémoire en réponse du 3 décembre 2004, le pétitionnaire confirme le respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation du Site 2 CONTRISSON pour les rejets atmosphériques en COV avec une surveillance réalisée par lui-même mais aussi par un laboratoire externe et indépendant. Il précise que le bilan « solvants » établi en octobre 2004 stipule qu'aucun solvant utilisé ne présente l'une des phases de risques R45 -R46- R49- R60 ou R61 (c'est-à-dire cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction).

5. Les conclusions du commissaire-enquêteur

Au vu des éléments du dossier, le commissaire-enquêteur émet un avis **favorable** à la demande de régularisation administrative des activités du Site 2 CONTRISSON présentée par la société ARCELOR CONSTRUCTION France.

III - Analyse de l'inspection des installations classées

1. Situation des installations déjà exploitées

La société ARCELOR CONSTRUCTION France est implantée sur son Site 2 à CONTRISSON depuis 1976, date de création de l'activité de pré laquage de bobines d'acier.

En 1980, l'activité de fabrication de panneaux sandwichs est ajoutée sur le site, puis en 1988 l'activité de profilage.

Les activités de ce site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°91-2909 du 25 juillet 1991, modifié par l'arrêté préfectoral n°96-2757 du 23 décembre 1996 et par l'arrêté préfectoral n°98-1817 du 6 août 1998.

L'arrêté préfectoral n°96-2757 du 23 décembre 1996 réglemente le stockage de mélange de n-pentane/cyclopentane.

En 1991, l'incinérateur des COV est mis en place. L'exploitant effectue un suivi journalier des rejets atmosphériques en COV, les résultats d'autosurveillance des années 2005 à 2008 transmis à l'inspection des installations classées ne montrent aucun dépassement de la valeur limite réglementaire de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (50 mg/m³).

Un contrôle annuel est effectué par un laboratoire indépendant. Les résultats d'analyses confortent les résultats de l'autosurveillance.

Une autosurveillance des rejets aqueux industriels est effectuée par l'exploitant selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1991, ainsi qu'un contrôle trimestriel par un laboratoire indépendant. Les valeurs limites d'émission fixées par cet arrêté d'autorisation sont respectées.

Deux visites d'inspection ont été réalisées depuis 2004, aucun contrôle n'a donné lieu à une mise en demeure ou à une sanction administrative.

2. Inventaire des textes en vigueur auxquels la demande est soumise

En terme environnemental, les principaux textes visant et régissant le Site 2 CONTRISSON sont :

- le Code de l'Environnement, partie législative et réglementaire, notamment le Titre 1^{er} du Livre V,
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,
- l'arrêté du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air,
- l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement, modifié le 29 juin 2006.

3. Analyse du dossier

3.1 Impact des activités :

Au vu des éléments du dossier, on peut considérer que l'impact des activités de traitement de surfaces, d'application de peinture et de fabrication de panneaux sandwichs exercées sur le Site 2 CONTRISSON sur son environnement, dans des conditions normales de fonctionnement, restera très limité.

Les rayons de dangers liés à ces activités restent à l'intérieur des limites du site.

3.2 Rejet de la station interne de traitement des eaux usées vers le canal :

La station interne d'épuration du Site 2 CONTRISSON est une station de neutralisation (acide sulfurique et soude) des eaux de rinçage de la bobine d'acier (matière première) après dégraissage dans un bain de soude (Ridoline ou Novaclean).

Les analyses sur l'eau et les sédiments du canal de la Marne au Rhin réalisées en 2007 et 2008 ne montrent pas d'impact significatif des activités de ce site sur le canal.

3.3 Eaux pluviales et eaux d'extinction d'un incendie:

Une étude technico-économique de faisabilité de traitement des eaux de pluies susceptibles d'être polluées et des éventuelles eaux d'extinction d'incendie a été transmise à l'inspection des installations classées le 31 mai 2007.

Résumé de l'étude :

3.3.1- les eaux pluviales :

Le site possède un réseau d'eaux de type séparatif avec deux réseaux d'eaux pluviales :

- l'un recueillant les effluents provenant des aires de stockage des ateliers de prélaquage et de panneaux sandwichs P1, P2, P3, P4 et les déversant dans l'étang du site sans traitement particulier,
- et l'autre recueillant les effluents provenant des aires de stockage des ateliers de profilage P9, P10 et des aires de stationnement des poids lourds et des véhicules légers et les dirigeant vers le contre-fossé près de l'atelier P9/P10 également sans traitement particulier.

L'étude définit les quantités d'eaux pluviales suivantes pour une surface imperméabilisée de 60 000 m² :

- dans le cas d'une pluie forte de 7,86 l/m², la quantité d'eaux pluviales collectées est évaluée à 475 m³,
- et dans le cas d'une pluie normale de 2,83 l/m², cette quantité se chiffre à 172 m³.

Cette partie de l'étude conclut sur la base de mesures réalisées sur le site et d'une modélisation du flux d'eaux pluviales polluées qu'en cas de fonctionnement normal des installations, il n'y a pas de pollution des eaux pluviales avérée sur le site et ne propose donc pas de traitement.

L'inspection des installations classées estime que l'exploitant doit considérer le cas d'un fonctionnement dégradé (fuite du réservoir d'un camion) et prévoit à l'article 4.3.2 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint, conformément aux dispositions fixées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées et considérant la présence de la nappe d'accompagnement de l'Ornain que les eaux pluviales ne pourront être infiltrées dans le sol que si la concentration en hydrocarbures totaux n'excède pas 1 mg/l. Des valeurs limites de rejet des eaux pluviales dans le sol sont prescrites à l'article 4.3.10 du projet d'arrêté ci-joint.

3.3.2- les eaux d'extinction d'un incendie :

Par courrier du 8 janvier 2009, le Service d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Meuse estime le besoin en eau d'extinction d'un incendie à 560 m³ pendant deux heures.

L'étude technico-économique de mai 2007 se base sur un besoin en eau d'extinction d'un incendie de 130 m³ (eaux + produit) et propose de confiner ces eaux dans le réseau des eaux pluviales avec la mise en place de vannes permettant d'isoler chaque portion de canalisation. La capacité de rétention du réseau des eaux pluviales est évaluée à 235 m³, soit inférieure au besoin défini par le SDIS le 8 janvier 2009.

En cas de pluie normale simultanée, le confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées n'est pas pris en compte.

Cette étude ne permet donc pas de répondre aux objectifs de confinement de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie sur le site 2 de la société ARCELOR CONSTRUCTION France, c'est pourquoi l'inspection propose d'imposer à l'exploitant à l'article 7.6.7 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint :

1- la mise en place dans un délai de 12 mois d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction d'un incendie d'une capacité minimale égale au plus grand des deux volumes suivants :

- volume total d'eaux pluviales collectées sur toute la surface imperméabilisée du site suite à un orage de fréquence décennale,
- et somme du volume total d'eaux pluviales collectées sur toute la surface imperméabilisée du site suite à une pluie annuelle, du volume d'eaux nécessaires à l'extinction de l'incendie de référence validé pour le site par le SDIS et du volume du produit stocké en plus grande quantité sur le site.

2- la réalisation au préalable d'une étude de dimensionnement et de conception du dispositif de rétention dans un délai de 4 mois.

4 . Analyse des demandes complémentaires :

4.1 Mesures compensatoires à l'absence de murs coupe-feu pour le magasin de stockage de peinture :

4.1.1 Dispositions constructives du magasin de stockage de peinture :

L'arrêté préfectoral d'autorisation de 1991 qui régit le fonctionnement de la société ARCELOR CONSTRUCTION France sur son Site 2 CONTRISSON et l'arrêté-type relatif à la rubrique « dépôt de liquides inflammables » imposent des parois coupe-feu 2 heures pour un bâtiment contenant des liquides inflammables de catégories B.

Le magasin de peinture ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté initial d'autorisation.

En effet, les caractéristiques de construction du magasin de stockage de peinture sont les suivantes :

- ossature et charpente métalliques,
- bardage métallique simple peau : tôle sèche doublée dans la partie de 18 m de large par un mur en parpaings (h = 4,85 m), soit la moitié du bâtiment doublé en mur parpaing,
- couverture bac acier tôle sèche,
- aérations haute et basse sur l'ensemble des longueurs et sur 40 cm (partie basse) et 60 cm (partie haute),
- et présence de 4 portes non coupe-feu.

4.1.2 Mesures compensatoires mises en place au 15 janvier 2009 :

Ces caractéristiques ne présentant pas des garanties de stabilité au feu suffisantes en cas d'incendie généralisé pour empêcher l'effondrement du bâtiment et considérant que le magasin peinture a pour vocation le stockage de peinture et qu'aucune présence humaine permanente n'est associée à cette activité, l'exploitant propose comme mesures compensatoires de floquer partiellement le mur face au local de la ligne 3 de l'autre moitié du bâtiment par renforcement du bardage existant avec un mur parpaing de 0,20 m d'épaisseur.

L'exploitant indique que les mesures proposées n'ont pour effet que de limiter les flux thermiques de 8 kW/m², flux des effets dominos impactant le bâtiment abritant la ligne 3 et non d'empêcher l'effondrement de la structure.

L'exploitant justifie ses mesures en s'appuyant sur l'organisation mis en place sur le site en de situation d'urgence: équipiers de première intervention, déploiement du POI, intervention des pompiers permettraient une réaction rapide.

Cette étude « incendie » remise à l'inspection des installations classées le 18 janvier 2008 est basée sur un incendie généralisé dans le magasin de stockage de peinture présentant les caractéristiques ci-dessus et stockant au maximum 200 m³ de produits inflammables (soit 240 tonnes), ce qui représente 2 jours de production, le stockage n'excédant pas une hauteur de 3,5 m.

Afin de limiter les effets domino sur le bâtiment abritant la ligne 3, l'exploitant nous a informés par courrier du 15 janvier 2009 de la mise en place d'un mur en parpaings sur la façade de 25 m qui se trouve face à ce bâtiment depuis fin 2008.

4.1.3 Avis de l'inspection :

Cependant, l'inspection des installations classées a estimé que les éléments portés à sa connaissance ne sont pas suffisants pour garantir qu'en cas d'incendie le local de stockage de peinture, qui ne possède pas de parois coupe-feu, ne s'effondre sur le personnel et les pompiers lors de leur intervention.

C'est pourquoi elle a demandé par courrier du 3 décembre 2007 à l'exploitant de lui préciser les caractéristiques de tenue au feu des matériaux utilisés et de lui transmettre l'avis d'un tiers expert en ingénierie incendie sur ce sujet. Un courrier de relance a été envoyé à l'exploitant le 17 octobre 2008.

Par courrier du 20 novembre 2008, l'exploitant a transmis une étude de stabilité au feu du bâtiment « magasin de peinture » réalisée par le bureau d'étude VERITAS le 17 novembre 2008.

En outre l'exploitant a fourni le 5 mars 2009, suite à la demande de l'inspection des installations classées une étude de stabilité au feu réalisée par EFFECTIS France, bureau d'étude spécialisé en ingénierie incendie.

Ce bureau d'étude préconise des mesures complémentaires pour garantir la stabilité au feu de 2 heures, notamment par flocage de produits ignifuges.

Les préconisations faites dans ces rapports d'étude sont reprises à l'article 8.4.2.1 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint, auxquelles l'inspection estime qu'il convient d'ajouter une étude sur la réalisation d'un dispositif d'extinction incendie de type sprinklage à l'intérieur du bâtiment.

4.2 Etude de conformité des ateliers de fabrication de panneaux sandwichs vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1991 :

Par courrier du 3 mai 2007, l'exploitant a sollicité auprès de l'autorité préfectorale la possibilité de modifier les dispositions constructives de ses ateliers de fabrication de panneaux sandwichs.

Lors de la visite d'inspection de l'établissement réalisée en juin 2007, l'exploitant ne pouvant justifier de la présence de matériaux de catégorie M1 et de parois et portes coupe-feu dans les ateliers de fabrication de panneaux sandwichs, l'inspection des installations classées a demandé par courrier à la société ARCELOR CONSTRUCTION France de faire réaliser une étude de conformité de ces ateliers vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1991.

L'exploitant a fait réaliser par Action Conseil Service une étude sur les conséquences d'un incendie survenant dans les ateliers de fabrication de panneaux sandwichs. Cette étude datée du

14 septembre 2007 conclut que les éléments de constructions de ces ateliers présentent des caractéristiques de réaction (M1 ou M0) et de résistance au feu suffisantes et propose un plan d'actions afin de renforcer la sécurité de ces ateliers. Celui-ci est acté dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint à l'article 8.5.1.

Le calcul des rayonnements thermiques réalisé pour le scénario incendie sur les ateliers P1/P2 et P3/P4 montre qu'il n'y aurait pas d'effets domino sur les autres bâtiments et de conséquences pour les riverains du site.

4.3 - Installation de stockage de diisocyanate de diphénylméthane :

L'installation de stockage de diisocyanate de diphénylméthane se situe entre les ateliers P3 et P4. Ces ateliers sont en bardage tôle recouvert de panneaux sandwichs et ne possèdent pas de mur coupe-feu. L'inspection des installations classées a donc demandé à l'exploitant d'étudier les conséquences d'un incendie se produisant sur le stockage de diisocyanate de diphénylméthane dont la dispersion atmosphérique des fumées toxiques.

Le stockage de diisocyanate de diphénylméthane est constitué de deux cuves de 40 m³ placées sur une rétention commune d'une surface de 54 m² et d'une hauteur de 107 cm. Ce sont donc les effets d'un feu de cuvette de rétention d'une surface de 54 m² et d'une hauteur de flamme de 6 m, qui ont été évalués.

L'hypothèse retenue est que le produit est rejeté à l'atmosphère par le haut du bâtiment, le toit étant perdu (scénario majorant). Le point initial du rejet atmosphérique s'effectue alors à plus de 5 m de haut.

La modélisation de la dispersion atmosphérique a été réalisée avec le logiciel PHAST pour des fumées composées essentiellement de dioxyde d'azote (NO₂) et de cyanure d'hydrogène (HCN).

Le temps d'exposition retenu est de 60 minutes, avec un rejet horizontal au niveau du centre du nuage et du sol pour des vents comprenant notamment les conditions météoriques standards : D – 5 m/s et F – 3m/s.

➤ NO2 :

Les valeurs de concentration toxique pour le NO2 données par les fiches techniques de l'INERIS et du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (seuils de toxicité aigüe) de septembre 2004, pour une exposition de 30 minutes à 60 minutes sont :

	30 minutes d'exposition	60 minutes d'exposition
Seuil des effets irréversibles (SEI)	50 ppm	40 ppm
Seuil des effets létaux (SEL)	80 ppm	70 ppm
Seuil des effets létaux significatifs (SELS)	88 ppm	73 ppm

La concentration maximale atteinte autour du Site 2 CONTRISSON est de 2,4 ppm pour un vent de 3m/s à 25 m de la source sous le vent et au sol.

Cette concentration est proche de 3 ppm qui correspondent à la valeur limite d'exposition utilisée en ambiance de travail (8 heures/j pendant 5 jours).

L'étude conclut que cette valeur de concentration pour 60 minutes d'exposition, n'entraîne aucun symptôme sur l'homme au sol.

➤ HCN :

Les valeurs de concentration toxique pour données par les fiches techniques de l'INERIS et du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (seuils de toxicité aigüe) de septembre 2003, pour une exposition de 30 minutes à 60 minutes sont :

	30 minutes d'exposition	60 minutes d'exposition
Seuil des effets irréversibles (SEI)	Inconnu*	inconnu
Seuil des effets létaux (SEL)	60 ppm	41 ppm
Seuil des effets létaux significatifs (SELS)	94 ppm	63 ppm

* « l'état actuel des connaissances est insuffisant pour permettre de fixer des seuils d'effets irréversibles ».

La concentration maximale atteinte autour du Site 2 CONTRISSON est de 1,5 ppm pour un vent de 3 m/s à 20 m de la source sous le vent et au sol.

Cette concentration de 1,5 ppm correspond à une concentration inférieure à la valeur limite d'exposition (VLE) de 10 ppm et à la valeur moyenne d'exposition (VME) de 2 ppm utilisée en ambiance de travail (8 heures/j pendant 5 jours).

L'étude conclut que cette valeur de concentration pour 60 minutes d'exposition, n'entraîne aucun symptôme sur l'homme au sol.

Selon la modélisation réalisée par le bureau d'étude VERITAS, les effets létaux significatifs, les effets létaux et les effets irréversibles se situent à 5m de haut et à l'intérieur d'un rayon de 30 m autour du stockage de diisocyanate de diphenylméthane.

Par courrier du 19 octobre 2008, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'aucun bâtiment occupé par des tiers n'est situé à l'intérieur du rayon de 30 m autour du stockage de diisocyanate de diphenylméthane.

5. Stockage de l'agent d'expansion constitué d'un mélange de n-pentane et de cyclopentane :

5.1 Classement :

La société ARCELOR CONSTRUCTION France utilise un agent d'expansion nommé NOVEXPANS U 115 qui est composé de 90% de n-pentane en mélange avec 10% de cyclopentane. Ce produit est nocif par inhalation et facilement inflammable. Sa fiche de données de sécurité indique qu'il est de phrase de risque R11 facilement inflammable, son point éclair est <0°C et sa température d'ébullition est >+35°C.

Dans une démarche de réduction du risque à la source, l'exploitant a choisi d'utiliser un mélange de pentane/cyclopentane en substitution du pentane qui est de phrase de risque R12 « extrêmement inflammable » et correspondant à un liquide inflammable de catégorie A sous la rubrique 1430 de la nomenclature des installations classées. Un stockage de pentane aurait été classé Seveso bas, ce qui est évité avec le choix l'agent d'expansion NOVEXPANS U 115 constitué de n-pentane et cyclopentane en mélange qui n'est qu'un liquide inflammable de catégorie B sous la rubrique 1430 de la nomenclature des installations classées.

5.2 Caractéristiques de l'installation de stockage :

L'installation de stockage de NOVEXPANS U 115 est composée d'un ballon réservoir d'une capacité de 25 m³ (soit 15,75 tonnes), réapprovisionné tous les 15 jours environ au moyen de 2 tuyauteries DN50 raccordées aux vannes du local de dépotage. Ce réservoir ne peut être rempli à plus de 95%. Les vannes de dépotages se ferment dès lors que cette limite de remplissage est atteinte. Cette installation semi-aérienne est recouverte de terre végétale et entourée d'un mur maçonné. Elle est reliée à l'atelier de dosage par voie souterraine située à 25 m de celui-ci.

Le réservoir est composé d'une double paroi dans laquelle circule de l'azote provenant d'une bouteille externe. Un capteur de pression indique constamment la pression à l'intérieur de cette enceinte. Lors d'une dérive, une alarme se déclenche.

Cette installation mise en place en 1996 est réglementée par l'arrêté préfectoral n°96-1817 du 6 août 1998. Les prescriptions de cet arrêté ont entièrement été reprises dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

6. Utilisation des Meilleures Technologies Disponibles sur le Site 2 CONTRISSON :

L'établissement est visé par la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution transposée dans le droit national notamment par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement, modifié en 2006. A ce titre, l'exploitant a donc complété son dossier de régularisation administrative du 27 juillet 2004 : le 22 octobre 2007, le 15 décembre 2007 et le 16 octobre 2008 par une étude démontrant l'utilisation des meilleures technologies disponibles (MTD) sur son site. Ce qui constitue le premier bilan de fonctionnement du site 2.

6.1 Contenu du dossier de régularisation administrative relatif au bilan de fonctionnement :

Ce document a été analysé selon les principes de la circulaire ministérielle du 25 juillet 2006, notamment en considérant les points fondamentaux suivant :

- l'analyse du fonctionnement des installations du Site 2 CONTRISSON au cours de la période décennale passée,
- la conformité des installations vis-à-vis des arrêtés ministériels et préfectoraux applicables,
- les évolutions des flux des émissions,
- l'accidentologie,
- et l'analyse des performances des installations du Site 2 en comparaison avec les meilleures techniques disponibles.

Les quatre premiers points ont été pris en compte au cours de l'analyse du dossier de régularisation administrative faisant l'objet du présent rapport.

L'appréciation des performances des installations du Site 2 CONTRISSON a été menée par l'exploitant en comparaison avec les meilleures techniques disponibles, au regard des documents BREF suivants :

- « Traitement de surface des métaux »,
- « Traitement de surface utilisant des solvants organiques »,
- « Transformation de polymères »,
- et « Emission dues aux stockages de matières dangereuses ou en vrac »,

6.2 Avis de l'inspection des installations classées

L'examen de la partie du dossier de régularisation administrative relative au bilan de fonctionnement de l'établissement amène les observations suivantes de l'inspection des installations sur le volet des MTD :

6.2.1 Impact sur l'air:

- Les rejets atmosphériques du traitement de surfaces :

La chaîne de traitement de surfaces est capotée ; des prélèvements et analyses sur les rejets du séchoir sont réglementés à l'article 3.2.5 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

- Les rejets atmosphériques de composés organiques volatils (COV) de l'activité d'application et de séchage de peintures :

L'atelier de pré-laquage comporte une application de peinture et un séchage de peinture. La peinture contient 39 % de solvants (hydrocarbures aliphatiques, hydrocarbures aromatiques, alcools, cétones, éthers alcools et esthers) qui sont à l'origine des émissions de COV. Les COV concernés ne sont pas à phrases de risques CMR.

Ces émanations atmosphériques de solvants sont captées et envoyées à un incinérateur (oxydation thermique) qui constitue une MTD.

Les flux limites maximaux imposés dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint sont basés sur les performances de cette installation mesurées de 2005 à 2008 et respectant les valeurs de référence liées à la MTD qui, pour un incinérateur de COV, sont comprises entre 20 et 50 mg/Nm³.

- Le rejet de composés organiques volatils (COV) au poste de démoulage :

La fabrication de panneaux sandwichs nécessite l'utilisation d'un produit de démoulage qui est pulvérisé sur une dizaine de centimètres de la tôle.

Ce produit est un liquide laiteux. C'est un composé organique volatil à phrase de risque R40 (effet cancérogène suspecté – preuves insuffisantes).

Le rejet de COV généré dans l'air est diffus et la consommation de produit démoulant est de 5 tonnes/an.

Ce rejet est réglementé par l'article 27-7°c) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui prescrit:

« Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés R 40, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Le préfet peut accorder une dérogation à cette prescription, si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économique acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement. »

Afin de supprimer les émissions à la source, l'exploitant s'est engagé par courrier du 15 janvier 2009 à remplacer pour décembre 2009 l'agent de démoulage par un autre dispositif en cours de recherche. Cette réduction à la source permettra à la société d'atteindre la MTD. Cette mesure est reprise au chapitre 9.5 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

6.2.2 Impact sur l'eau:

➤ L'activité de traitement de surfaces :

L'activité de traitement de surfaces comprend l'activité de dégraissage de la tôle, suivi du passage de la tôle dans un bain de passivation capoté et d'un séchoir gaz.

La passivation au chrome s'effectue en utilisant la technique du « Roll Coat », qui permet de réduire la quantité de produits de traitement de surfaces utilisée. Les effluents résiduels du traitement de surfaces et les bains usés contenant du chrome sont envoyés en centre de traitement collectif autorisé.

La ligne de dégraissage possède des rinçages en cascades pour alimenter les rinçages et le bain de dégraissage précédant. Ces cascades permettent de réduire la consommation d'eau. La MTD est appliquée.

L'activité de dégraissage de la ligne de pré laquage est la seule activité pouvant impacter les eaux de surface du Canal de la Marne aux Rhin. Ces eaux industrielles résiduelles sont traitées dans une station de neutralisation avant rejet au canal de la Marne au Rhin.

Une étude préalable « rejet zéro » relative uniquement au rejet zéro de la station de traitement a été transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées le 16 juillet 2008 concluant que *« le volume des rejets des eaux de process demeurant faible : 1 m³/h, la solution en place constitue une pratique économique au regard des systèmes alternatifs mais également une solution technique intéressante dans la mesure où les flux de pollution sont limités. La station de traitement du Site 2 à CONTRISSON est une station de neutralisation et les effluents sont en grande partie traités à l'extérieur comme déchets industriels par un prestataire agréé. »*

➤ Les eaux de refroidissement du site :

L'étude « rejet zéro » a été complétée le 24 octobre 2008 pour le reste du site, dont notamment le rejet des eaux de refroidissement qui s'effectue en circuit ouvert. Des mesures de mise en conformité à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ont été proposées et font l'objet à l'article 4.3.9 du projet d'arrêté préfectoral ci-joint d'une étude technico-économique de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement du site dans un délai de 6 mois à compter de la notification du projet d'arrêté.

6.2.3 Impact sur le sol :

Le document du 22 octobre 2007 démontre que l'ensemble des stockages de matières dangereuses ou en vrac atteignent les performances des MTD en ce qui concerne la protection du sol autour du réservoir avec notamment la mise en place de rétention.

Les eaux pluviales sont infiltrées dans le sol, la nappe souterraine se trouve à environ 4 m de profondeur, c'est pourquoi l'inspection propose à l'article 4.3.11 du projet d'arrêté ci-joint la réalisation d'une étude hydrogéologique et un suivi de la qualité des eaux de la nappe dans un délai de 6 mois à compter de la notification du projet d'arrêté.

6.2.4 La gestion des déchets:

La gestion des déchets est décrite au paragraphe 4.5 du présent rapport.

Les déchets liquides sont collectés dans les cuves ou récipients de l'installation de stockage de déchets chimiques avant d'être enlevés par un collecteur agréé pour être incinérés ou traités à l'extérieur.

Les solvants de nettoyage sont régénérés.

Ces mesures n'appellent pas de commentaires particuliers.

6.2.5 La remise en état du site:

La remise en état du site est présentée au paragraphe 7 du présent rapport.

L'exploitant par télé-message du 22 janvier 2009 nous a indiqués que cet usage restera industriel.

Ces mesures n'appellent pas de commentaires particuliers.

6.3 Conclusion sur l'utilisation des MTD au regard des BREFS applicables :

Il apparaît que la majorité des MTD applicables aux installations du site sont déjà en place. Les prescriptions proposées dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint sont en concordance avec l'efficacité de ces MTD.

Quelques écarts par rapport aux BREFS sont cependant observés. Ceux-ci sont répertoriés dans le tableau en annexe 1, accompagnés de délais de réalisation.

IV - Proposition de l'inspection des installations classées

Le dossier de demande de régularisation administrative des activités du Site 2 à CONTRISSON (anciennement NOVOLAC) présentée par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France n'a pas rencontré d'opposition au cours de l'enquête publique et de la consultation administrative.

Les demandes complémentaires présentées par l'exploitant ne présentent pas le caractère notable au sens de l'article R 512-33 du code de l'environnement et peuvent être intégrées à cette instruction sans recourir à une nouvelle enquête publique.

Sur le plan environnemental on peut noter que l'exploitant a déjà mis en place des dispositifs permettant de réduire les nuisances et risques potentiels liés à ses activités, cependant le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prescrit à l'exploitant de poursuivre l'adaptation des installations de son Site 2 CONTRISSON aux MTD dans les délais définis à l'article 9.5 de ce projet d'arrêté.

En définitive l'inspection des installations classées propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande du pétitionnaire, sous réserve que l'exploitant se conforme aux prescriptions définies dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Ce projet a vocation à se substituer aux arrêtés préfectoraux qui réglementent actuellement l'exploitation de l'établissement visé.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

**DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME**

Arrêté n° 2009-

Version DAE du 19/09/2006

Projet du 30/01/2009

**ARRETE PREFECTORAL REGLEMENTANT LES ACTIVITES
DE LA SOCIETE ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France
Site 2 à CONTRISSON**

Le PRÉFET de la MEUSE,

- Vu** le Code de l'Environnement partie législative et réglementaire du Titre 1^{er} du Livre V,
- Vu** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement modifié en 2006,
- Vu** **l'arrêté du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,**
- Vu** l'arrêté préfectoral n°91-2909 du 25 juillet 1991 autorisant l'exploitation des installations de l'ancien établissement NOVOLAC à CONTRISSON, dénommé aujourd'hui Site 2 CONTRISSON, modifié par les arrêtés préfectoraux n°96-2757 du 23 décembre 1996 et n°981817 du 6 août 1998,
- Vu** le dossier de régularisation administrative déposé par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France en préfecture de la Meuse le 27 juillet 2004 et complété le 9 mars 2005, le 19 juillet 2005, le 24 octobre 2005, le 15 septembre 2006, le 25 mai 2007, le 29 juin 2007, le 2 juillet 2007, le 11 septembre 2007, le 22 octobre 2007, le 15 décembre 2007, le 18 janvier 2008, le 2 octobre 2008, le 16 octobre 2008, le 29 octobre 2008, le 3 novembre 2008, le 15 janvier 2009 et le 5 mars 2009, par lequel cette société sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de CONTRISSON, d'une usine de fabrication de tôles pré-laquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques destinés à la construction,
- Vu** les plans et documents joints à ce dossier ;
- Vu** le bilan de fonctionnement transmis par la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France pour son Site 2 CONTRISSON le 29 juin 2007 et complété le 22 octobre 2007, 15 décembre 2007 et le 16 octobre 2008,

- Vu** le résultat de l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 octobre 2004 au 30 novembre 2004 inclusivement ;
- Vu** les avis exprimés par les services lors de la consultation administrative ;
- Vu** l'avis favorable et le rapport du 10 décembre 2004 du commissaire enquêteur ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 mars 2009;
- Vu** l'avis exprimé par le CODERST lors de sa séance du 31 mars 2009;

Considérant les mesures préconisées dans le bilan de fonctionnement de l'établissement pour rapprocher son exploitation des meilleures techniques disponibles,

Considérant que les valeurs limites d'émissions de polluants doivent être fondées sur l'application des meilleures techniques disponibles,

Considérant les préconisations du Service départemental d'incendie et de secours de la Meuse concernant la défense contre l'incendie du Site 2 CONTRISSON formulées par courrier du 8 janvier 2009 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

A R R Ê T E

TITRE 1: PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1) Exploitant titulaire de l'autorisation :

La Société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION France, dont le siège social est à Rueil : 20, Rue Jacques Daguerre – 92 500 RUEIL MALMAISON, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre sur son Site 2 CONTRISSON l'exploitation d'une usine de fabrication de tôles pré-laquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques sur le territoire de la commune de CONTRISSON.

Cette usine est autorisée annuellement à fabriquer 1 800 000 m² de panneaux sandwichs ainsi qu'à produire 115 000 Tonnes d'Acier Prélaqué et 30 000 Tonnes d'acier Profilé au maximum.

Article 1.1.2) Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Rubriques de classement :

Les activités et installations de l'établissement répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes:

Rubrique	Description de l'installation	Volume	Régime	Seuil
2940-2a	Application de vernis, peinture au trempé, quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :	Quantité maximale de peinture utilisée par jour : 9 000 kg	Autorisation	Supérieure à 100 kg/jour
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, d'une puissance :	Puissance totale installée = 10 MW	Autorisation	P>500 kW
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage...) de surfaces par voie électrolytique ou chimique	Volume des cuves de passivation au chrome (sans cadmium) : 18 000 litres	Autorisation	V > 1500 l
2662-a	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Stockage de panneaux sandwichs : 1750m3	Autorisation	V>1000 m³
1432-2a	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables (catégorie B)	Peintures : 180 m3 dont 2 cuves de 30 m3 chacune Soit 216 tonnes n-pentane / Cyclopentane : 25 m3 Soit 3,10 tonnes	Autorisation	capacité équivalente totale > à 100 m ³
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables	Peintures : 180 m3 dont 60 m3 en cuves n-pentane/ Cyclopentane : 25 m3	Autorisation	Sans seuil
1158-2	Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) (fabrication industrielle, emploi ou stockage de).	140 tonnes	Autorisation	Quantité> 20t
2660	Fabrication industrielle ou régénération de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Mousse de polyuréthane : 17 t/j	Autorisation	Sans seuil

2661-1a	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Mousse de polyuréthane : 17 t/j	Autorisation	Quantité > 10t /j
2921	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type « circuit primaire fermé »	1950 kW	Déclaration	puissance thermique maximale < 2 000 kW
2910-A2	Installations de combustion (chaudières et incinérateur)	-Incinérateur (Activité prélaquage Ligne 3 : 6400 KW) -séchoir TS Ligne 3 : 1740 KW -Chaudières : Ligne 3 : 1959 KW atelier P9/P10 : 1650 KW => Puissance totale : 12 MW	Déclaration	2 MW < P < 20 MW
2920-2b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa,	Puissance installée totale : 300 kW dont 4 compresseurs de 50 KW	Déclaration	50kW > P > 500KW

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique

A-SB autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000

A autorisation

D déclaration

NC installations et équipements non classés mais connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

Article 1.2.2) Situation de l'établissement :

L'établissement visé à l'article 1^{er} du présent arrêté est implanté sur le territoire de la commune de CONTRISSON. Il occupe les parcelles AA n°22, 23, 26, 27, 29 et 80 de la commune de CONTRISSON, avec une superficie totale de 225 356 m² au lieu dit « Longues Raies ».

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION :

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE :

Article 1.5.1) Porter à connaissance – Modification :

Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2) Mise à jour des études d'impact et de dangers :

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3) Transfert sur un autre emplacement :

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.5.4) Changement d'exploitant :

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.5) Cessation d'activité :

I. En cas de mise à l'arrêt définitive des installations du site, l'exploitant notifiera au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des dispositions des [l'article R. 512-74](#) du Code de l'Environnement, la réhabilitation du site prévue à [l'article R. 512-76 de ce même code](#) est effectuée en vue de permettre une réutilisation des bâtiments ou terrains pour un autre usage d'activités industrielles.

CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n°38 – 54 036 NANCY CEDEX :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.7 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
30/06/06	Arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées
20/12/05	Arrêté ministériel relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
29/07/05	Arrêté ministériel fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
13/12/04	Arrêté ministériel relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921
29/06/04	Arrêté ministériel relatif au bilan de fonctionnement prévu par le code de l'environnement, modifié le 29/06/06
24/12/02	Arrêté ministériel relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
28/01/99	Arrêtés ministériels relatifs aux conditions de ramassage et d'élimination des huiles usagées
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
28/01/93	Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées (applicable durant la période transitoire de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 ci-dessous).
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées (articles 1 et 2 applicables au 1 ^{er} janvier 2010 et articles 3 à 6 applicables au 1 ^{er} janvier 2012).
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines.

31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
----------	---

CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS :

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 : GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS :

Article 2.1.1) Objectifs généraux :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2) Consignes d'exploitation :

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES :

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants... .

Ces produits ou matières consommables doivent être disponibles à proximité immédiate des stockages de produits susceptibles de polluer les eaux et/ou le sol.

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter et les nuisances visuelles engendrées par l'exploitation des installations afin de les intégrer dans le paysage.

L'ensemble des installations, dont les abords, est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

S'il apparaît que l'exploitation des installations engendre, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, des dangers ou inconvénients qui n'étaient pas connus lors de la délivrance de la présente autorisation, la suspension de l'exploitation pourra être ordonnée pendant le délai nécessaire à la mise en œuvre des mesures propres à les faire disparaître.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jours,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1) Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris

diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de technique de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face à la variation de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre de déchets, matériaux ou produits est interdit.

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs de traitement de surfaces doivent être captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 3.2.5 du présent arrêté.

Article 3.1.2) Pollution accidentelle

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tel que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3) Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Si des rejets provoquent de manière persistante une gêne pour le voisinage, l'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant de réaliser à ses frais des mesures d'odeurs qu'il lui transmettra et d'installer un dispositif efficace de traitement.

Article 3.1.4) Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.
- Les voies de circulation et les stocks de matériaux sont arrosés en tant que de besoin pendant les périodes sèches de façon à prévenir les émissions diffuses de poussières.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1) Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Article 3.2.2) Caractéristiques des installations de rejets

L'atelier de pré-laquage se compose d'une unité de traitement de surfaces suivi d'une installation d'application et de séchage de peinture.

L'unité de traitement de surfaces met en œuvre la technique du « Roll Coat », passage de la bande entre deux rouleaux enducteurs, l'application se fait à froid et les bacs de traitement sont capotés.

Les émanations atmosphériques de solvants se formant pendant l'application de peinture et les phases de séchage sont aspirées par un système de captation raccordé à un incinérateur dans lequel les émissions de composés organiques volatils (COV) sont détruites pour une température minimale de 750 °C.

La hauteur de cheminée de l'incinérateur est de 19,50 m par rapport au sol. La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s.

Des dispositifs de contrôle devront permettre de vérifier en permanence le respect de la valeur limite d'émission définie à l'article 3.2.3 ci-après.

Article 3.2.3) Valeurs limites d'émissions applicables aux rejets atmosphériques de l'incinérateur

Les composés organiques volatils émis par l'établissement ne seront en aucune manière à phrases de risques cancérigène, mutagène et toxique pour la reproduction (CMR). La consommation maximale de solvants est de 1300 tonnes par an.

La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés sortant de l'incinérateur, exprimée en carbone total, et les flux maximaux autorisés sont les suivants :

Valeurs limites	Moyen	Maximum	Unité
Concentration	20	50	mg/Nm3
Flux horaire sur 24 h	600	1000	g/h
Flux annuel	-	3,5	t/an

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

Le flux annuel des émissions diffuses en COV ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée.

Article 3.2.4) Contrôle des rejets atmosphériques de l'incinérateur par un organisme agréé et indépendant :

Article 3.2.4.1 : Performance de l'incinérateur :

Une fois par an, l'exploitant fera réaliser par un organisme agréé et indépendant une campagne d'analyses permettant d'évaluer les performances du four d'incinération sur une durée de plusieurs heures représentatives du fonctionnement normal de l'installation et notamment les concentrations à l'entrée et à la sortie des appareils de destruction des solvants et le rendement obtenu. A cet effet des dispositifs de prélèvement sont implantés en amont et en aval des appareils de destruction, dans des conditions permettant la réalisation de mesures représentatives.

Cette campagne d'analyses permettra de vérifier le respect des valeurs limites d'émission de COV non méthanique définies à l'article 3.2.3 du présent arrêté.

Article 3.2.4.2: Transmissions des résultats :

Le rapport d'analyses sur la performance de l'incinérateur et le respect des valeurs limites d'émission de COV non méthanique accompagné des commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Article 3.2.5) Valeurs limites d'émissions applicables aux rejets atmosphériques du séchoir gaz de l'activité de traitement de surfaces :

Les valeurs limites d'émissions atmosphériques de l'activité de traitement de surfaces doivent respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
Cr total	1
Cr VI	0,1
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Article 3.2.6) Contrôle des rejets atmosphériques de l'activité de traitement de surface par un organisme agréé et indépendant :

Article 3.2.6.1 : Contrôle du rejet atmosphérique:

Une fois par an, l'exploitant fera réaliser par un organisme agréé et indépendant une campagne d'analyses permettant de vérifier le respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques de l'activité de traitement de surfaces définies à l'article 3.2.5 du présent arrêté.

Article 3.2.6.2: Transmissions des résultats :

Le rapport d'analyses sur le respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques de l'activité de traitement de surface accompagné des commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

TITRE 4 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1) Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les consommations maximales annuelles et les débits maximum horaires et journaliers sont les suivantes :

ORIGINE DE L'EAU	Consommation annuelle maximale	Débit maximal journalier	Débit maximal horaire
Réseau public	25 000m ³	100 m ³ /j	5 m ³ /h
Forage (2 pompes)	50 000m ³	220 m ³ /j	10 m ³ /h

Les prélèvements d'eau sont faits à partir de :

ORIGINE DE L'EAU	N° du POINT DE PRÉLÈVEMENT
Réseau public	N°1
Forage (2 pompes)	N°2

Le forage est réalisé dans la nappe calcaire Thithanier karstique entre Seine et Ornain qui est à une profondeur de 4m.

Article 4.1.2) Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux,

Article 4.1.3) Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Article 4.1.3.1 : Relevé :

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Article 4.1.3.2 : Protection des réseaux d'eau potable :

Les raccordements au réseau public et sur le forage en nappe doivent être muni d'un dispositif de protection (tel qu'un disconnecteur), évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée dans le réseau de distribution et vers la nappe. Le système de protection doit être vérifié régulièrement et entretenu.

Article 4.1.4) Mise en service et cessation d'utilisation d'un forage en nappe

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis au Préfet. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en œuvre.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au Préfet dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Article 4.1.5) La consommation spécifique d'eau de l'activité de traitement de surface de la ligne de pré laquage

Article 4.1.5.1 : Définition des systèmes de rinçage

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite « consommation spécifique », la plus faible possible.

Sont pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de rinçage ;
- les vidanges de cuves de rinçage ;
- les éluats, rinçages et purges des systèmes de recyclage, de régénération et de traitement spécifique des effluents ;
- les vidanges des cuves de traitement ;
- les eaux de lavage des sols.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la consommation spécifique :

- les eaux de refroidissement ;
- les eaux pluviales ;
- les effluents issus de la préparation d'eaux d'alimentation de procédé.

On entend par surface traitée la surface immergée (pièces et montages) qui participe à l'entraînement du bain. La surface traitée est déterminée soit directement, soit indirectement en fonction des consommations électriques, des quantités de métaux utilisés, de l'épaisseur moyenne déposée ou par toute autre méthode adaptée au procédé utilisé. La consommation spécifique est exprimée pour l'installation, en tenant compte du nombre de fonctions de rinçage.

Il y a une fonction de rinçage chaque fois qu'une pièce quitte un bain de traitement et doit subir un rinçage (quel que soit le nombre de cuves ou d'étapes constituant ce rinçage).

Article 4.1.5.2 : Consommation spécifique

La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1) Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2) Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3) Entretien et surveillance

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées...) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes ou enterrées.

CHAPITRE 4.3 : TYPE D'EFFLUENT, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJETS AU MILIEU

Article 4.3.1) Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents : les eaux pluviales de toiture et de voirie, les eaux vannes et domestiques et les eaux industrielles.

Les eaux industrielles proviennent de l'activité de dégraissage de la ligne de pré-lavage et sont traitées avant rejet au canal de la Marne au Rhin dans une station de neutralisation.

Les eaux pluviales provenant des toitures et des parkings sont collectées soit dans le contre-fossé du bâtiment P9/P10, soit dans l'étang appartenant à l'entreprise avant d'être rejetées au milieu naturel par infiltration dans le sol.

Les eaux vannes sont dirigées vers des 9 fosses septiques, les eaux ainsi traitées retournent au milieu naturel par infiltration dans le sol.

Article 4.3.2) Collecte des effluents

Les eaux pluviales de toitures non polluées sont dirigées vers le contre-fossé du bâtiment P9 /P10 et vers l'étang du site.

Les eaux pluviales de voiries sont dirigées vers le contre -fossé du bâtiment P9/P10 et vers l'étang du site. Elles ne pourront être infiltrées dans le sol que si la concentration en hydrocarbures totaux n'excède pas 1 mg/l.

Les eaux domestiques sont collectées et transitent vers des systèmes de traitement autonome, qui devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 6 mai 1996.

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un rapport de vérification de la conformité de ce système de traitement dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté.

Les effluents pollués ne doivent pas contenir de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Tout déversement d'eaux résiduelles en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration...), total ou partiel, est interdit.

Tout déversement à l'intérieur des périmètres rapprochés des captages d'eau potable est interdit

Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Tous les effluents aqueux susceptibles d'être pollués doivent être canalisés.

Article 4.3.3) Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4) Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.5) Points de rejets

Les rejets des eaux résiduaires se font dans les conditions suivantes :

CIRCUIT D'EAU	RESEAU INTERNE	MILIEU RECEPTEUR
Eaux pluviales de voiries	-	Milieu naturel par infiltration dans le sol (contre-fossé et étang) après contrôles
Eaux pluviales de toitures	-	Milieu naturel par infiltration dans le sol (contre-fossé et étang) après contrôles
Eaux domestiques	Station de traitement autonome	Milieu naturel par infiltration dans le sol après contrôles
Eaux industrielles	Station de neutralisation de l'établissement	Canal de la Marne au Rhin au PK 29,068 lieu dit « Prion Luize »

Article 4.3.6) Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1 : Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Une convention est établie avec Voies Navigables de France (VNF) permettant le rejet des eaux industrielles après traitement dans la station de neutralisation de l'établissement vers le Canal de la Marne au Rhin.

En cas de période de chômage du canal de la Marne au Rhin, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour cesser le rejet de ses effluents dans ce canal.

Article 4.3.6.2 : Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 4.3.7) Valeurs limites de rejet des effluents liquides issus de l'activité de dégraissage de l'installation de traitement de surfaces de la ligne de pré-laquage :

Article 1.

L'installation de traitement de surfaces de la ligne de pré-laquage est constituée d'un bain de dégraissage, suivi d'une cuve capotée de 18 m3 de passivation au chrome et d'un séchoir au gaz avec rejet en cheminée.

Article 2. Le rejet des effluents liquides issus du bain de dégraissage de l'installation

Article 3. de traitement de surfaces est dirigé vers le canal de la Marne au Rhin, après traitement dans la station de neutralisation physico-chimique.

Ce rejet doit respecter les valeurs limites suivantes contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

Débit moyen sur 24h : 1m³/h, soit au maximum 24 m3/j

Température : <30 °C

pH compris entre 6,5 et 9

Paramètres	Concentration	Flux
Cr VI	< 0,1 mg/l	< 2,4 g/j
Cr III	< 2 mg/l	< 48 g/j
Zn	< 3 mg/l	< 72 g/j
Fe	< 5 mg/l	< 120 g/j
MEST	< 30 mg/l	< 720 g/j
Azote global exprimé en N	< 50 mg/l	< 1,2 kg/j
DCO	< 150 mg/l	< 3.6 kg/j
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l	< 120 g/j
Métaux : Zn + Al + Fe + Cr + Pb	< 15 mg/l,	< 360 g/j
Al	< 5 mg/l	<120 g/j
Pb	< 0,5 mg/l	<12 g/j

Article 4.3.8) Contrôles du rejet des effluents liquides de l'activité de dégraissage de l'installation de traitement de surfaces :

Article 4.3.8.1 : Contrôle par un organisme extérieur :

Trimestriellement, l'exploitant fera réaliser par un organisme agréé et indépendant une campagne d'analyses sur les rejets d'eaux industrielles provenant de l'activité de dégraissage de l'installation de traitement de surfaces après traitement dans la station de neutralisation des l'établissement.

Cette campagne d'analyses permettra de vérifier le respect des valeurs limites de rejet d'eaux usées définies à l'article 4.3.7 du présent arrêté.

Article 4.3.8.2 : Transmissions des résultats :

Le rapport d'analyses accompagné des commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier est transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suit la réalisation de la campagne d'analyses.

Article 4.3.9) Valeurs limites d'émissions des eaux de refroidissement :

Le rejet des eaux de refroidissement, dirigé vers l'étang interne doit respecté les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

- pH (NFT 90-008) : 5,5 - 8,5
- température : < 30°C.
- Matières en suspension (NFT 90-105) : < 30 mg/l ;
- DCO (NFT 90-101) : < 90 mg/l ;
- Azote Global exprimé en N : < 10 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : <1 mg/l ;
- Métaux (Zn + Al + Fe + Cr + Pb) : <5 mg/l sans dépasser pour chaque métal la norme particulière prescrite pour une eau brute destinée à l'alimentation humaine
- Tétrachloro + trichloroéthylène : < 10 µg/l
- Trihalométhanes < 100 µg/l
- Tributylétain < 20 µg/l.

L'exploitant transmettra à l'inspection une étude technico-économique de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement du site dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4.3.10) Valeurs limites des eaux pluviales de toitures et de voiries :

Les rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

- pH (NFT 90-008) : 5,5 - 8,5
- température : < 30°C.
- Matières en suspension (NFT 90-105) : < 30 mg/l ;
- DCO (NFT 90-101) : < 90 mg/l ;
- Azote Global exprimé en N : < 10 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : <1 mg/l ;
- Métaux (Zn + Al + Fe + Cr + Pb) : < 5 mg/l sans dépasser pour chaque métal la norme particulière prescrite pour une eau brute destinée à l'alimentation humaine.

Article 4.3.11) Surveillance des eaux souterraines :

Le rejet des eaux pluviales s'infiltrant dans le sol, l'exploitant fera réaliser une étude hydrogéologique de mise en place de trois puits de contrôle ou piézomètres, l'un en amont du sens d'écoulement de la nappe souterraine et deux autres en aval de celle-ci. Cette étude devra en outre permettre de définir les paramètres à suivre deux fois par an en périodes de basses et hautes eaux.

Le rapport de cette étude accompagné de l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant fera réaliser les forages nécessaires au suivi de la nappe souterraine et transmettra à l'inspection les résultats des premières mesures de la surveillance des eaux souterraines dans un délai maximal de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

TITRE 5 : DECHETS

Article 5.1) - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 5.2) - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 5.3) - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.4) -Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'[article L511-1 du code de l'environnement](#). Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 5.5) - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 5.6) - Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.7) - Déchets produits par l'établissement

La liste des principaux déchets autorisés à être éliminés à l'extérieur de l'établissement est :

CODE ET DESIGNATION DU DECHET	ORIGINE DU DECHET	ELIMINATION OU TRAITEMENT	QUANTITE ANNUELLE (tonnes)
Code 140603 Solvant de nettoyage	Changement de teinte	Traitement R2 : régénération	235
Code 070399 Mousse de rectification	Rectification des cylindres	Traitement D10 : Incinération	8
Code 150202* Emballages souillés	Ensemble des activités du site	Traitement R1 : valorisation énergétique	16
Code 150202* Tuyaux PVC	Activité de pré-laquage	Traitement R1 : valorisation énergétique	3
Code 110111 Acide chromique (bain usé)	Traitement de surfaces	Traitement D9 : Traitement physico-chimique	6
Code 110107 Solution de dégraissage	Traitement de surfaces	Traitement D9 : Traitement physico-chimique	167

Code 110105* Solution de détartrage	Traitement de surfaces	Traitement D9 : Traitement physico-chimique	20
Code 080417* Polyol usagé	Fabrication de panneaux sandwichs	Traitement D10 : Incinération	13
Code 080501 Isocyanate usagé	Fabrication de panneaux sandwichs	Traitement D10 : Incinération	6
Débords	Fabrication de panneaux sandwichs	Valorisation	211
DIB en mélange	Ensemble des activités du site	Incinération	120

Tout épandage de déchets ou d'effluents liquides sur des terres à vocation agricole ou forestière est interdit.

TITRE 6 : PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 6.1.1) Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou souterraine, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'[arrêté ministériel du 23 janvier 1997](#) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la [circulaire du 23 juillet 1986](#) relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2) Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

Article 6.1.3) Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1) Valeurs limites d'émergence

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf. ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Article 6.2.2) Niveaux limites de bruit

Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété sont limités à :

	Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00- 7h00) et dimanches et jours fériés
Niveau limite en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

*Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés

**Nuit (22h00- 7h00) et dimanches et jours fériés

Article 6.2.3) Contrôles

L'inspection des installations classées peut demander des contrôles des niveaux sonores résultant de l'activité en période d'exploitation en tant que de besoin. Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

En vue de vérifier le respect des dispositions fixées au chapitre 6.2, l'exploitant fera réaliser par un organisme compétent indépendant une campagne de mesures des bruits émis par son établissement 6 mois après la date de notification du présent arrêté. Le compte-rendu de ces mesures est adressé par l'exploitant au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation, accompagné de ses commentaires sur les éventuels écarts constatés et les actions menées ou prévues pour y remédier.

TITRE 7 : PREVENTION DES RISQUES ACCIDENTOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 : PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 : CARACTERISATION DES RISQUES

Article 7.2.1) Inventaires des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit tenir un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994) stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses et combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Article 7.2.2) Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan d'urgence.

CHAPITRE 7.3) INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 7.3.1) - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Article 7.3.2) - Contrôle des accès

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, afin de s'assurer du respect de cette prescription.

Durant les heures de fermeture, l'accès au site est interdit par un portail fermé. L'interdiction d'accès est affichée à l'entrée du site et sur les limites de propriété.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de non exploitation.

Article 7.3.3) Bâtiments et locaux

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 7.3.4) Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 7.3.4.1 : Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de [l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980](#), portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des [articles 3](#) et [4](#) de l'arrêté ministériel précité.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Article 7.3.5) Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'[arrêté ministériel du 28 janvier 1993](#) (applicable durant la période transitoire de l'arrêté du 15 janvier 2008) et de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre dans certaines installations classées, applicable à l'existant à partir du 1^{er} janvier 2010 comme suit : articles 1 et 2 applicables au 1^{er} janvier 2010 et articles 3 à 6 applicables au 1^{er} janvier 2012.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié selon la fréquence définie par la norme française C17-100 ou toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Article 7.3.6) Séismes

Les installations présentant un risque important pour l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'[arrêté ministériel du 10 mai 1993](#).

CHAPITRE 7.4 : GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

Article 7.4.1) Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- Les modes opératoires,
- La fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- Les instructions de maintenance et de nettoyage.

Article 7.4.2) Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Article 7.4.3) Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Article 7.4.4) Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- Toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- Les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- Des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- Un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
- Une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Article 7.4.5) Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Contenu du permis de travail, de feu :

Le permis rappelle notamment :

- Les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- La durée de validité ;
- La nature des dangers ;
- Le type de matériel pouvant être utilisé ;
- Les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- Les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travail ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- En préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations ;
- A l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Chapitre 7.5 – PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.5.1) Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.5.2) Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 7.5.3) Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
 - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Article 7.5.4) Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.5.5) Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Article 7.5.6) Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 7.5.7) Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut ou de tout autre dispositif empêchant le débordement de produit.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Article 7.5.8) Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Chapitre 7.6 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 7.6.1) Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Article 7.6.2) Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.6.3) Protections individuelles du personnel d'intervention

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne de surveillance, ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

Article 7.6.4) Ressources en eau et mousse

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des réserves en émulseur de capacité minimum de 1m³ adaptés aux produits présents sur le site, stockées à l'extérieur des bâtiments et à proximité des locaux à défendre avec les moyens nécessaires permettant le transport et le déplacement de ce container de 1m³ en cas d'incendie ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, en trois exemplaires au poste de garde ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- et de robinets d'incendie armés.

En cas de chômage du canal, la sécurisation de l'approvisionnement en eau d'extinction incendie sera réalisée par la création d'une réserve d'eau totale de 560 m³ répartie de la façon suivante :

- une citerne souple d'une capacité de 180 m³ à proximité du bâtiment d'entretien,
- une citerne souple d'une capacité de 180 m³ à proximité du bâtiment P4, en dehors des zones d'effets létaux significatifs, létaux et irréversibles engendrés par le dépôt de n-pentane/cyclopentane, soit à plus de 10 m du dépôt de n-pentane/cyclopentane et à plus de 18 m du stockage de catalyse et de polyol,
- et le poteau incendie situé à l'entrée du site d'un débit de 100 m³/h (durant 2h soit 200 m³).

Cette réserve minimale d'eau incendie devra être opérationnelle dans un délai maximal de six mois à compter de la date notification du présent arrêté.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Article 7.6.5) Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les parties de l'installation visées à l'article 7.2.2 ;
- l'obligation du permis de travail pour les parties de l'installation visées à l'article 7.2.2 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

Article 7.6.6) Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir avant l'exploitation des installations, un plan d'intervention interne ou plan d'urgence qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et fonction) des agents susceptibles d'engager ces actions ;
- Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- Les principaux numéros d'appels ;
- Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ;
 - L'état des différents stockages (nature, volume...) ;
 - Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
 - Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
 - Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, poste de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques) ;

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur le site doivent être régulièrement mises à jour et tenues à tout moment à la disposition du Service d'Incendie et de Secours et de l'inspection des installations classées pour l'environnement.

Ce plan d'intervention interne ou plan d'urgence doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation,

à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ces révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté

Ce plan d'intervention interne est transmis au service départemental de défense et de protection civile.

Ce plan d'intervention interne est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Article 7.6.7) Rétention des eaux d'extinction d'un incendie

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, est recueilli par un dispositif de rétention d'une capacité minimale égale au plus grand des deux volumes suivants :

- volume total d'eaux pluviales collectées sur toute la surface imperméabilisée du site suite à un orage de fréquence décennale,
- et somme du volume total d'eaux pluviales collectées sur toute la surface imperméabilisée du site suite à une pluie annuelle, du volume d'eaux nécessaires à l'extinction de l'incendie de référence validé pour le site par le SDIS et du volume du produit stocké en plus grande quantité sur le site.

Une étude de dimensionnement et de conception de ce dispositif de rétention, qui devra être mis en place dans un délai maximal de douze mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sera réalisée et transmise à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Après analyses, les destinations possibles de ces eaux seront les suivantes :

- Si les valeurs limites définies à l'article 4.3.7 du présent arrêté sont respectées, les eaux pourront être rejetées dans le milieu naturel (le canal de la Marne au Rhin) après accord du service chargé de la police de l'eau.
- Dans le cas contraire, ces eaux seront à considérer comme des déchets et devront à ce titre être évacuées et éliminées dans une installation dûment autorisée à cet effet au titre de la législation des installations classées.

TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans l'arrêté ministériel du 13/12/2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2921 de la nomenclature.

En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella* Species dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1 000 UFC/L selon la norme NF T 90-431.

Dans le présent arrêté, le mot installation désigne les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, et le terme exploitant désigne l'exploitant au sens du Code de l'Environnement susvisé.

En outre il doit répondre aux obligations suivantes en vue de prévenir l'émission d'eau contaminée par la Legionella.

Article 8.1.1 : Analyses

L'exploitant procédera, en cas de fonctionnement des installations, à des prélèvements et analyses pour recherche de Legionella tous les mois pendant la période estivale allant de 1^{er} juin au 30 septembre.

Un ou plusieurs de ces prélèvements peuvent être ceux réalisés dans le cadre de l'application des arrêtés ministériels du 13 décembre 2004.

Les analyses microbiologiques seront réalisées par un laboratoire accrédité selon la norme NFT 90-431.

Les frais des prélèvements et des analyses seront supportés par l'exploitant.

Article 8.1.2 : Résultats des analyses

Les résultats de chaque analyse réalisée sur les installations dans le cadre de la réglementation applicable seront adressés sans délai à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.2 INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Les chaudières du Site 2 CONTRISSON sont soumises :

- au décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW ;
- au décret n° 98-833 du 16 septembre 1998 relatif aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique ;
- et aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910 : Combustion.

CHAPITRE 8.3 STOCKAGE DE L'AGENT D'EXPANSION (MELANGE DE N-PENTANE ET CYCLOPENTANE)

La société ARCELOR CONSTRUCTION France n'utilise pas dans les fabrications de son Site 2 à CONTRISSON de pentane comme agent d'expansion mais exclusivement un mélange composé de 90% de n-pentane et de 10% de cyclopentane à phrase de risque R11 facilement inflammable, de point éclair inférieur à 0°C et dont la température d'ébullition est supérieure à +35°C.

Article 8.3.1) Règles d'aménagement du stockage de l'agent d'expansion :

La cuve de stockage de n-pentane/cyclopentane est installée dans une fosse maçonnée et est recouverte de terre pour limiter les effets des rayonnements thermiques. Elle est équipée d'une double paroi disposant d'une détection de fuite.

La cuve doit disposer d'un trou d'homme permettant un contrôle de son intérieur et équipée d'une soupape de sécurité tarée à 0,1 bar.

Prévention du risque de sur remplissage :

Des détecteurs de niveau de n-pentane/cyclopentane doivent permettre d'interdire tout sur remplissage ou tout pompage si la cuve est vide. Le tube plongeur de la cuve est muni d'un dispositif anti-siphonage et d'une vanne à obturation manuelle.

La cuve de stockage, le poste de déchargement et les canalisations de n-pentane/cyclopentane vers l'atelier de fabrication de panneaux sandwichs P4 sont placées sur une rétention d'un volume minimal de 25 m³. Cette rétention est conçue de manière à éviter toute accumulation de n-pentane/cyclopentane sous la cuve en cas de dysfonctionnement.

L'évacuation des eaux pluviales de la rétention se fait gravitairement par une vanne commandée manuellement.

Installations électriques :

Le plan des zones à risques d'explosion est mis à jour en tenant compte de l'utilisation du n-pentane/cyclopentane.

Toutes les installations électriques, équipements et système de ventilation prévues dans ces zones sont conçues et aménagées pour ne pas créer de risques d'incendie ou d'explosion (matériel antidéflagrant et/ou ATEX).

Les parties métalliques constituant l'ensemble de l'installation sont reliées par une liaison équipotentielle.

L'installation est équipée d'un dispositif de protection contre la foudre, conformément à la norme en vigueur (NFC 17-100 ou équivalente).

Détection gaz :

Un réseau de détecteurs de gaz est monté à proximité du stockage, de l'aire de dépotage, de l'enceinte du groupe de dosage et de la ligne de fabrication.

→ A 20% de la L.I.E (Limite Inférieure d'Explosivité), une alarme simple est activée et indique l'emplacement du détecteur en cause. Une détection dans l'atelier de fabrication doit activer une ventilation mécanique forcée.

→ A 40% de la L.I.E, les installations entières de stockage et de fabrication doivent être mises hors circuit sauf les systèmes de ventilation.

Les pompes de transfert et les pompes de dosage pour la fabrication doivent être adaptées à la manipulation du n-pentane/cyclopentane. En aucun cas, une pompe ne doit fonctionner à vide.

Le stockage de n-pentane/cyclopentane est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, applicables à l'existant (article 22 du présent arrêté).

Article 8.3.2) Règles d'exploitation :

A proximité du stockage et de la ligne de fabrication, l'apport d'une flamme nue ou d'un point chaud quelconque est interdit, sauf travaux subordonnés à l'obtention d'un permis « feu ». L'interdiction de fumer est affichée aux abords du dépôt et de la ligne de fabrication.

Le camion de livraison est relié à la liaison équipotentielle prévue. Les gaz de n-pentane/cyclopentane refoulés de la cuve lors de son remplissage sont retournés dans le camion.

Tous les dispositifs de sécurité (vannes automatiques, détecteurs de gaz, niveau de remplissage, détecteur de fuite de la double enveloppe, etc...) et organes électriques sont contrôlés régulièrement et au minimum annuellement. L'exploitant tient à la disposition l'inspection des installations classées une attestation de ces contrôles.

L'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être présentes dans la rétention se fait sous le contrôle d'un opérateur habilité par l'exploitant. Avant rejet au milieu naturel, celui-ci doit s'assurer de l'absence de trace d'hydrocarbures en surface. En aucun cas, la concentration en hydrocarbures totaux ne doit dépasser 1 mg/l mesurée selon la norme NF ISO 9377-2.

En cas de concentration importante, l'exploitant fait éliminer ces effluents dans une installation autorisée à cet effet.

L'exploitant dispose en permanence pour ce stockage des moyens de lutte et de prévention suivants :

- des réserves de produits inhibiteurs et absorbants pour les risques d'épandage,
- formation de l'ensemble du personnel aux risques liés à cette exploitation,
- des extincteurs à poudre en nombre suffisant,
- et trois poteaux incendie hors gel (sur le site).

Un plan de prévention et d'intervention ou plan d'urgence est élaboré en collaboration avec les services départementaux d'incendie et de secours.

CHAPITRE 8.4 ACTIVITE DE PEINTURE

Article 8.4.1) Atelier d'application de peintures :

En plus des dispositions générales applicables à tout le site, l'atelier d'application de peintures devra respecter les prescriptions particulières suivantes :

- la consommation maximale journalière de peintures est de l'ordre de 11 000 litres, soit au plus 9 000 kg ;
- les postes d'application de peinture seront installés et aménagés en cabine ;
- la quantité de peinture stockée en atelier sera limitée à la consommation de 2 jours ;
- le sol de l'atelier est étanche et incombustible ;
- et le bâtiment sera équipé de dispositifs d'exutoires de fumées.

Tout défaut ou toute anomalie dans le circuit d'extraction entraînera automatiquement l'arrêt de l'installation. Des détecteurs de concentration de gaz disposés aux endroits sensibles permettront de vérifier le respect de la teneur en solvants à une valeur au plus égale à 25 % de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E). Ce dispositif sera mise en place dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Tout dépassement de cette teneur devra entraîner automatiquement le déclenchement d'une alarme et l'arrêt de l'installation d'application de peinture, tout en maintenant les dispositifs d'aération.

Les séquences de démarrage et d'arrêt de l'installation font l'objet de consignes écrites précises ou sont régulées automatiquement de manière à éviter toute concentration de vapeurs inflammables et toute augmentation anormale de température.

L'installation doit être dotée de moyens de détection et de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur du local et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessible ;
- des moyens fixes de détection de flamme judicieusement répartis à proximité des postes de préparation et des zones d'application de peinture et des postes de nettoyage du matériel (ou tout autre moyen équivalent) ;
- d'une protection fixe par gaz inerte (ou équivalent) à l'intérieur des volumes où existe une atmosphère inflammable ;
- et d'une protection de mousse (ou équivalent) de la zone de préparation des produits (malaxage) avant application,

L'installation d'application de peintures doit également comporter un système d'extinction automatique d'incendie.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Article 8.4.2) Magasin de stockage de peintures en fûts:

En plus des dispositions générales applicables à tout le site, le magasin de stockage de peintures devra respecter les prescriptions particulières suivantes :

Article 8.4.2.1 Dispositions constructives :

Le bâtiment abritant le stockage de peintures est à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied. Il est largement ventilé vers l'extérieur. Il sera séparé en toutes circonstances des ateliers d'applications de peintures.

Les caractéristiques de construction du magasin de stockage de peintures sont les suivantes :

- ossature et charpente métalliques,
- bardage métallique simple peau : tôle sèche doublée dans la partie de 18m de large par un mur parpaing de 0,20m d'épaisseur (h = 4,85 m) sur 3 faces, et par un mur parpaing de 0,20m d'épaisseur et de 25 m le long de la façade du magasin de stockage de peinture qui se trouve face au bâtiment abritant la ligne de pré laquage (ligne 3) (voir annexe 2 ci-jointe),
- couverture bac acier tôle sèche,
- aérations haute et basse sur l'ensemble des longueurs et sur 40 cm (partie basse) et 60 cm (partie haute),
- et présence de 4 portes pare-flammes, non coupe-feu.

Mesures compensatoires :

Suite à l'étude de stabilité au feu 2 heures du bâtiment «magasin de peinture » confiée à EFFECTIS France, bureau d'études expert en ingénierie incendie, en date du 4 mars 2009,

l'exploitant mettra en oeuvre sur le Site 2 CONTRISSON les mesures compensatoires suivantes

- réalisation des flocages ou des enrobages telle que prévue dans l'étude EFFECTIS référencée E-LAB 1016/09/5403-SB/AHI du 4 mars 2009, dans un délai maximal de 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;

- remise d'une étude de dimensionnement et de réalisation d'un dispositif de type sprinklage à l'intérieur du magasin de peinture dans un délai maximal de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, avec proposition d'un planning de réalisation.

A défaut de respecter les dispositions ci-dessus, les dispositions constructives initialement imposées à cet établissement par arrêté préfectoral du 25 juillet 1991 et rappelées ci-dessous s'appliqueront de droit :

« Le magasin de stockage de peinture sera reconstruit en totalité en matériaux de construction présentant les caractéristiques minimales de réaction et de résistance au feu suivantes :

- Paroi coupe-feu de degré 2 heures,
- Couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures,
- Portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure. »

Les prescriptions des articles 7.5.3 « rétention » et 7.3.3 « installations électriques » du présent arrêté devront être respectées à l'intérieur du bâtiment.

Les portes du bâtiment s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages, colis et fûts. Les récipients et fûts devront être fermés et étiquetés.

Le stockage sera limité sur 4 niveaux au maximum et ne dépasseront pas une hauteur totale de 3,5 m.

Le respect de ces dispositions constructives sera vérifié et attesté par un contrôleur technique agréé dans le domaine de la construction dans un délai de 3 mois après la mise en place du dispositif de type sprinklage.

Article 8.4.2.2 Consigne de sécurité:

Aucune présence humaine permanente n'est autorisée à l'intérieur du magasin de stockage de peinture.

La quantité maximale de peinture ou produits inflammables présente dans le magasin de stockage de peinture sera toujours inférieure ou égale à 200 m³ soit 240 tonnes.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans ce bâtiment du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles, à l'exception de quelques fûts d'huile mis sur une rétention indépendante. Ces rétentions seront mises en place dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

Article 8.4.2.3 Moyens de lutte contre un incendie :

L'exploitant devra disposer pour lutter contre un incendie survenant dans le magasin de stockage de peintures au minimum des moyens suivants:

- deux extincteurs vérifiés périodiquement;
- un dispositif de détection incendie,

- un poste d'eau pouvant assurer un débit de 15 litres/minute par mètre de circonférence du plus gros réservoir du dépôt. Ce poste d'eau pourra être remplacé par une réserve d'eau suffisante pour assurer ce débit pendant une heure trente,
- et de sable, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures éventuelles, en quantité adaptée au risque sans être inférieur à 100 litres.

Le personnel devra être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement à cette lutte.

Article 8.4.2.4 Mis à jour du Plan d'intervention interne ou Plan d'urgence :

L'exploitant est tenu de mettre à jour son plan d'intervention interne dans un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Ce plan doit définir les modalités de lutte contre un incendie du bâtiment « magasin peinture », en tenant compte de la stabilité au feu des murs de 15 minutes, afin d'assurer la sécurité du Service de lutte contre l'incendie. Ce plan sera communiqué au Service d'incendie et de secours dans un délai maximal de 4 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 8.4.3) Local de stockage vrac de peintures (2 cuves de capacité unitaire de 30 m3) et la zone de dépotage:

Le local stockage de peinture en vrac est à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied.

Les éléments de construction de ce bâtiment doivent présenter les caractéristiques minimales de réaction et de résistance au feu suivantes:

- paroi coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure.

Le local doit être convenablement ventilé, et être équipé d'un dispositif de détection incendie et d'extinction automatique d'incendie.

Chaque réservoir est pourvu d'un limiteur de remplissage, asservissant la pompe de dépotage en niveau haut.

L'aire de dépotage doit être étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçu de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Sa capacité est égale à la capacité d'un camion de livraison ou à la capacité du grand compartiment pouvant être vidé. Une consigne de dépotage sera mise en place.

CHAPITRE 8.5 ATELIER DE FABRICATION DE PANNEAUX SANDWICHES

En plus des dispositions générales applicables à tout le site, l'atelier de fabrication de panneaux sandwichs devra respecter les prescriptions particulières suivantes :

Article 8.5.1 : Dispositions constructives :

Le bâtiment est à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied. Il est largement ventilé vers l'extérieur.

Les éléments de constructions des ateliers de fabrication de panneaux sandwichs présentent des caractéristiques minimales de réaction et de résistance au feu suivantes :

- panneaux sandwichs de classement de réaction au feu M1 (combustible difficilement inflammable),
- bardage simple peau en tôle d'acier nervurée.

Pour améliorer, la sécurité des ateliers de fabrication de panneaux sandwichs :

- tout stockage de matières ou produits dans l'allée (de largeur de 10 m) entre les ateliers P1 et P2 et entre les ateliers P3 et P4 sera interdit de façon systématique ;
- les caniveaux entre les ateliers P1et P2 et entre les ateliers P3 et P4 seront colmatés ;
- les stockages de matières ou produits dans les ateliers seront limités à la consommation d'une semaine ;
- et un contrôle régulier de l'étanchéité des big-bags contenant la poussière issue de l'activité de tronçonnage des panneaux sera assuré.

Le stockage et la manipulation de MDI et de polyols devront respecter les recommandations établies par l'INRS et décrites dans les fiches toxicologiques. Notamment, le stockage s'effectuera à l'écart des alcools, des produits basiques et en général de tout composé comportant dans sa molécule un hydrogène actif. Toutes précautions devront être prises pour éviter la rentrée d'humidité pendant le chargement, le stockage et le déchargement.

Les bâtiments abritant les stockages de polyol et de MDI seront équipés de robinets d'incendie armés répartis en fonction des dimensions des locaux et situés à proximité des issues. Ils seront disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposées. Ils seront capables d'un débit d'eau d'au moins 20 m3/h et de la quantité d'émulseur correspondante soit 1 000 litres.

CHAPITRE 8.6 LES COMPRESSEURS

Le local constituant le poste de compression sera construit en matériaux M0. Il ne comportera pas d'étage.

Des murs de protection de résistance suffisante et formant éventuellement chicane pour l'accès aux locaux des compresseurs ou des accumulateurs entoureront ces appareils de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils d'une explosion éventuelle.

Le toit sera construit en matériaux légers de manière à permettre cette large expansion vers le haut.

Les installations de compressions doivent respecter l'arrêté type de la rubrique 361 (remplacée par la rubrique 2920).

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1- PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Article 9.1.1) Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Article 9.1.2) Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement.

Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 9.2- MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

Article 9.2.1) Autosurveillance des émissions atmosphériques de l'incinérateur de la ligne de pré-laquage :

Les paramètres suivants sont enregistrés et mesurés en continu :

- la température de fonctionnement de l'incinérateur, qui doit permettre de maintenir la teneur en COV en dessus de la valeur limite d'émission définie à l'article 3.2.3 ci-dessus,
- et la teneur en hydrocarbures totaux non méthaniques (COV) dans le conduit d'évacuation des gaz de combustion à partir du 1^{er} janvier 2010.

Les paramètres suivants sont mesurés en permanence*:

- les teneurs en oxygène et en monoxyde de carbone,
- le débit des gaz de combustion générés par l'incinérateur,
- et la teneur en hydrocarbures totaux non méthaniques (COV) dans le conduit d'évacuation des gaz de combustion jusqu'au 1^{er} janvier 2010.

Les résultats seront reportés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour l'environnement.

L'exploitant en déduira les flux horaires, journaliers et annuels de ses émissions atmosphériques en COV.

(*avec un appareil mobile, 1 mesure par jour dans une même plage horaire, ces mesures feront l'objet d'un mode opératoire tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour l'environnement.)

Article 9.2.2) Autosurveillance des rejets aqueux :

Article 9.2.2.1) Auto surveillance des eaux industrielles de l'activité de dégraissage:

L'exploitant assure un contrôle de ses rejets d'eaux industrielles selon le schéma suivant :

Paramètres	Fréquence de l'autosurveillance
Débit	Enregistrement en continu
pH	Enregistrement en continu
Cr VI	1fois/jour
Cr III	1fois/jour
Zn	1fois/jour
Fe	1fois/jour
MEST	1fois/jour
DCO	1 fois/ semaine

Les prélèvements pour analyse se font sur un échantillon moyen journalier représentatif des rejets. Les rejets sont conformes si les concentrations mesurées respectent les seuils fixés à l'article 4.3.7.

Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme visuelle signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Article 9.2.2.2) Autosurveillance des rejets d'eaux pluviales :

L'exploitant réalisera trimestriellement un contrôle des rejets d'eaux pluviales de son établissement et de leur impact sur les eaux et les sédiments de l'étang et du contre-fossé du site. Les paramètres à contrôler sont ceux réglementés à l'article 4.3.10 ci-avant. Cette fréquence pourra être revue en fonction des résultats.

Article 9.2.2.3) Autosurveillance des rejets d'eaux de refroidissement :

L'exploitant réalisera trimestriellement un contrôle des rejets d'eaux de refroidissement de son établissement et de leur impact sur les eaux et les sédiments de l'étang et du contre-fossé du site. Les paramètres à contrôler sont ceux réglementés à l'article 4.3.9 ci-avant. Cette fréquence pourra être revue en fonction des résultats.

Article 9.2.2.4) Autosurveillance des eaux souterraines :

L'exploitant réalisera deux fois par an en périodes de basses et de hautes eaux un suivi des eaux souterraines pour les paramètres définis dans l'étude hydrogéologique demandée à l'article 4.3.11.

Article 9.2.3) Autosurveillance des déchets

Article 9.2.3.1 - Analyse des résultats d'autosurveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera dans ses déclarations la codification réglementaire en vigueur pour les déchets.

Article 9.2.4) Surveillance des niveaux sonores

Article 9.2.4.1. - Mesures périodiques

L'exploitant fera réaliser une mesure des niveaux sonores engendrés par les installations de son établissement dans l'environnement tous les 3 ans par des personnes compétentes afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission fixées aux articles 6.2.1 et 6.2.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 9.3 – SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

Article 9.3.1) Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, l'analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 9.3.2) Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Sans préjudice des dispositions de l'[article R512-69 du code de l'environnement](#), l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 9.2 du mois précédent.

Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Article 9.3.2.1 Transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques

Une synthèse des résultats de l'autosurveillance réalisée en application de l'article 9.2.1 accompagnés des commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.

Article 9.3.2.2 Transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets d'eaux industrielles, des eaux pluviales et de refroidissement :

Une synthèse des résultats de l'autosurveillance réalisée en application de l'article 9.2.2 accompagnés des commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.

Article 9.3.2.3 Transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets d'eaux souterraines :

Une synthèse des résultats de l'autosurveillance réalisée en application de l'article 9.2.2 accompagnés des commentaires de l'exploitant sur les éventuels écarts constatés et les mesures prises pour y remédier sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Article 9.3.2.4 Transmission des résultats de l'autosurveillance des déchets

Un état récapitulatif de l'élimination des déchets industriels spéciaux est envoyé annuellement à l'inspection des installations classées. Les justificatifs évoqués au chapitre 9.2.3 doivent être conservés 10 ans.

Article 9.3.3) Transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.4 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4- BILANS PERIODIQUES

Article 9.4.1) Plan de Gestion des solvants

La société ARCELOR CONSTRUCTION France est tenue de mettre en place un plan de gestion des solvants utilisés dans les installations de son Site 2 CONTRISSON, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

L'exploitant doit transmettre annuellement son plan de gestion des solvants à l'inspection des installations classées et l'informer de ses actions visant à réduire leur consommation.

Article 9.4.2) Consommation spécifique d'eau

L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation de traitement de surfaces définie à l'article 4.1.5, sur une période représentative de son activité.

Il adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.

Article 9.4.3) Bilan environnement annuel (ensemble des consommations d'eau et des rejets chroniques et accidentel)

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,

- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

Article 9.4.4) Bilan de fonctionnement (ensemble des rejets chroniques et accidentels)

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'[article R512-45 du code de l'environnement](#). Le bilan est à fournir à la date anniversaire du présent arrêté tous les dix ans.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, doit notamment contenir :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'[article L511-1 du C.E](#) ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'[article L511-1 du C.E](#) ;
- les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation) ;
- les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation (cette disposition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

CHAPITRE 9.5 -MISE EN PLACE DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

Les actions à mener pour mettre en conformité les installations du Site 2 à CONTRISSON avec les meilleures techniques disponibles sont répertoriées dans le tableau joint en annexe 1 au présent arrêté, avec l'échéancier de réalisation.

CHAPITRE 9.6- TEXTES ABROGES :

Les textes suivants sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral n°91-2909 du 25 juillet 1991,
- l'arrêté préfectoral n°98-1817 du 6 août 1998,
- l'arrêté préfectoral n°96-2757 du 23 décembre 1996 ,
- l'arrêté préfectoral n°2004-1825 du 16 août 2004,
- et l'arrêté préfectoral n°2005-1460 du 24 juin 2005.

TITRE 10 - ECHEANCES

ARTICLE 10-1. ANALYSES ET CONTROLES PERIODIQUES A TRANSMETTRE A L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES ET AU PREFET:

Disposition	Article	Périodicité	Commentaires de l'exploitant
Evaluation de la performance de l'incinérateur	3.2.4.1	annuelle	oui
Contrôle du rejet d'eaux industrielles par un organisme extérieur	4.3.8.1	trimestrielle	oui
Rapport d'analyses de légionelles	8.1	à réception à l'inspection des installations classées	oui
Contrôle des moyens d'extinctions incendie (atelier peinture)	8.4.1	annuelle	oui
Autosurveillance des eaux pluviales	9.2.2	trimestrielle	oui
Surveillance des niveaux sonores	9.2.4	tous les 3 ans	oui
Transmission des résultats d'autosurveillances eau et air	9.3.2	trimestrielle	oui
Transmission des résultats d'autosurveillances déchets	9.3.2	annuelle	oui
Transmission des résultats d'autosurveillance bruit	9.3.3	1 mois à réception du rapport	oui
Plan de gestion des solvants	9.4	annuelle	oui
Consommation d'eau spécifique	9.4.2	annuelle	oui
Bilan environnement (déclaration GEREPE)	9.4.3	annuelle	oui
Bilan décennal de fonctionnement	9.4.4	10 ans	oui

ARTICLE 10-2 : INFORMATIONS ET DOCUMENTS A TENIR A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Documents	article
Dossier de demande d'autorisation initial et compléments, plans, arrêtés préfectoraux	2.6
Plan des réseaux de collecte des effluents aqueux	4.2.2
Plan des zones à risque d'explosion	7.3.3.1
Plan d'intervention interne	7.6.6
Registre des résultats d'autosurveillance des émissions atmosphériques de l'incinérateur	9.2.1
Rapports d'autosurveillances eau, air et déchets (10 ans)	9.3.2

ARTICLE 10-3. ETUDES ET TRAVAUX A REALISER :

Disposition	Article	délai
Vérification de la conformité du système de	4.3.2	6 mois

traitement des eaux domestiques du site aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 6 mai 1996.		
Etude technico-économique de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement du site	4.3.9	6 mois
Etude hydrogéologique de suivi de la nappe souterraine	4.3.11	3 mois
Mise en place des puits de contrôle des eaux souterraines et transmission des résultats des premières mesures de surveillance de leur qualité	4.3.11	6 mois
Mesures de niveaux sonores	6.2.3	6 mois
Constitution d'une réserve minimale d'eau incendie de 560 m3	7.6.4	6 mois
Etude de dimensionnement du dispositif de rétention des eaux incendie. Réalisation du dispositif de rétention des eaux incendie.	7.6.7	4 mois 12 mois
Mise en place de détecteurs de concentration de gaz dans l'atelier d'application de peinture	8.4.1	3 mois
Réalisation des mesures compensatoires du magasin de stockage de peintures : -réalisation des flocages, -remise d'une étude de dimensionnement et de réalisation d'un dispositif de type sprinklage à l'intérieur de ce magasin avec proposition d'un planning de réalisation des travaux. Vérification des dispositions constructives	8.4.2.1	9mois 9 mois 3 mois après la mise en place du dispositif de type sprinklage
Mise sur rétention indépendante des fûts d'huile dans le magasin peinture	8.4.2.2	3 mois
Mise à jour du plan d'intervention interne	8.4.2.4	3 mois
Mise en conformité aux MTD	9.5	Selon les délais du tableau figurant en annexe 1 au présent arrêté

TITRE 11 – ARTICLES D'EXECUTION

ANNEXE 1 Délais de mise en conformité aux MTD

MTD Emission dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac	chapitre de la MTD	MTD restant à mettre en place sur le site	délai
Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage de soude Stockage d'acide Stockage ADOLINE stockage déchet bain de dégraissage Stockage peinture vrac Cuves préparation peinture Stockage fuel	5.1 Stockage en réservoir 5.1.1.1 Principes généraux pour éviter et réduire les émissions	Inspection et entretien déjà mise en place (démarche TPM) amélioration par un plan d'inspection périodique	Mars 2009
Stockage de soude Stockage d'acide	5.1 Stockage en réservoir 5.1.1.1 Principes généraux pour éviter et réduire les émissions	Remise en état du dispositif de récupération des vapeurs dans un pot à eau.	Décembre 2009
Stockage peinture vrac	5.1 Stockage en réservoir 5.1.1.1 Principes généraux pour éviter et réduire les émissions	Mises en place de soupapes sur le réservoir pour limiter les émissions de vapeur dans l'atmosphère	Décembre 2009
Stockage pentane Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage de soude Stockage d'acide Stockage ADOLINE stockage déchet bain de dégraissage Stockage peinture vrac Cuves préparation peinture Stockage fuel	5.1.1.3 Prévention des incidents et accidents (majeurs)	Mise à jour de la formation des utilisateurs aux risques liés à la mise en œuvre de ces produits à la maîtrise des situations d'urgence.	Mars 2009
Stockage pentane	5.1.1.3 Prévention des incidents et accidents (majeurs)	Vérification dans le dossier technique de l'installation de l'existence d'une protection contre la corrosion.	Septembre 2009
Stockage fuel	5.1.1.3 Prévention des incidents et accidents (majeurs)	Mise en place d'une procédure de dépotage, pour éviter le débordement.	Mars 2009
Stockage d'Isocyanate Stockage polyol	5.1.1.3 Prévention des incidents et accidents (majeurs)- protection incendie	Mise en place d'une protection des supports des cuves par peinture intumescente pour éviter l'effondrement du réservoir en cas d'incendie	Décembre 2009
Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage de soude Stockage d'acide Stockage ADOLINE stockage déchet bain de dégraissage Stockage peinture vrac Cuves préparation peinture Stockage fuel	5.2 Transfert et manipulation de liquides et gaz liquéfiés 5.2.1 principes généraux pour réduire et prévenir les émissions	Inspection et entretien déjà mise en place (démarche TPM) amélioration par un plan d'inspection périodique	Mars 2009
Stockage pentane Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage de soude Stockage d'acide stockage déchet bain de dégraissage	5.2 Transfert et manipulation de liquides et gaz liquéfiés 5.2.1 principes généraux pour réduire et prévenir les émissions	Mise à jour de la formation des utilisateurs à la maîtrise des situations d'urgence.	Mars 2009

Stockage peinture vrac Cuves préparation peinture Stockage fuel			
Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage de soude Stockage d'acide Stockage ADOLINE stockage déchet bain de dégraissage Stockage peinture vrac Cuves préparation peinture Stockage fuel	5.2.2.1 Canalisations	Inspection et entretien déjà mise en place (démarche TPM) amélioration par un plan d'inspection périodique	Mars 2009
Stockage de soude Stockage d'acide	5.2.2.2 Traitement de la vapeur	Remise en état du dispositif de récupération des vapeurs dans un pot à eau.	Décembre 2009
Stockage peinture vrac	5.2.2.2 Traitement de la vapeur	Mises en place de soupapes sur le réservoir pour limiter les émissions de vapeur dans l'atmosphère	Décembre 2009
Stockage pentane Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage de soude Stockage d'acide Cuves préparation peinture	5.2.2.3 Soupapes	Vérification dans le dossier technique de la conformité à la MTD de l'installation	Mars 2009
Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage peinture vrac Cuves préparation peinture	5.2.2.4 Pompes et compresseurs	Inspection et entretien déjà mise en place (démarche TPM) amélioration par un plan d'inspection périodique	Mars 2009
Stockage pentane Stockage de polyol Stockage d'Isocyanate Stockage de soude Stockage d'acide Stockage peinture vrac Cuves préparation peinture	5.2.2.5 Raccords d'échantillonnage	Vérification dans le dossier technique de la conformité à la MTD de l'installation	Mars 2009
Stockage en fûts de peinture Stockage en fûts de peinture ligne 3 Stockage en fûts acide bain de dégraissage Stockage en fûts de polyol et de catalyse	5.1.2 stockage des substances dangereuses conditionnées en fûts Sécurité et gestion des risques	Intégrer le suivi de la fréquence des opérations d'inspection dans la gestion de la sécurité	Septembre 2009
Stockage en fûts de peinture Stockage en fûts de peinture ligne 3 Stockage en fûts acide bain de dégraissage Stockage en fûts de polyol et de catalyse	5.1.2 stockage des substances dangereuses conditionnées en fûts Sécurité et gestion des risques	Mise à jour de la formation des utilisateurs à la maîtrise des situations d'urgence et mise à jour de la formation du personnel pour la mise en œuvre des mesures d'isolement et de séparation des substances incompatibles.	Septembre 2009
Stockage en fûts de polyol et de catalyse	de substances dangereuses conditionnées en fûts Sécurité et gestion des risques Zone de stockage	Eloignement des zones de procédé et de stockage (>4m)	Décembre 2009

Stockage pentane: 25m3 - Stockage de polyol 14m3 (P1) + 3x 30m3 (P4) - Stockage d'Isocyanate 2x30m3 (P2) + 2x 30m3 (P4) - Stockage de soude 5m3 ligne 3 - Stockage d'acide 5m3 ligne 3 - Stockage ADOLINE: 3m3 (acide chromique 9%) - Stockage déchet ADOLINE: 8m3 (acide chromique 9%) - Fosse de stockage déchet bain de dégraissage 20m3 - Stockage peinture vrac 2x 30m3 - Stockage fuel 5m3 - Stockage en fûts de peinture magasin 200m3 - Stockage en fûts de peinture ligne 3 (24m3)

MTD Transformation de polymères	chapitre de la MTD	MTD restant à mettre en place sur le site	délai
MTD Transformation de polymères	12.1.2 Fabrication de polymères. Réduire les émissions fugitives de polluants atmosphériques poste de démoulage	Elimination du démoulant (COV R40) Modification du processus de fabrication	Décembre 2009
MTD Transformation de polymères	12.1.8 Fabrication de polymères. Réduire et prévenir la pollution des eaux	Intégration dans la démarche TPM de la maintenance des réseaux afin d'améliorer la maîtrise des réseaux et d'éviter des éventuelles pollutions des eaux et du sol. 1 ^{er} partie : Master plan sur la mise à jour et gestion des plans des réseaux	Décembre 2009
MTD Traitement de surfaces des métaux	chapitre de la MTD	MTD restant à mettre en place sur le site	délai
MTD Traitement de surfaces des métaux	4.4.5 Rejet zéro, réutilisation/ recyclage d'eau	Etude du rejet zéro sur site pour les eaux de refroidissement	Juin 2009
MTD Traitement de surfaces des métaux	4.17.1 Réduction des déchets, diminution de leur toxicité et optimisation de la valorisation	Etude sur le changement de la nature du produit de TS	Juin 2010
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	chapitre de la MTD	MTD restant à mettre en place sur le site	délai
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.1.1 "Outils de management environnemental " Mise en place d'un Système de Management Environnemental (SME)	Intégration et développement en amont de technologies plus propres	Décembre 2009
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.1.3 "Evaluation comparative des consommations et émissions et actions consécutives"	Etude comparative Sites AMCF	Démarche planifiée en juin 2010 dans le cadre de la maîtrise de la conformité et du management du périmètre AMCF
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.1.4 "Rentabilité environnementale et estimation des effets croisés	Mettre en application les MTD dès la phase de conception et de mise en place d'un nouveau procédé Développement de technologies plus propres Analyse comparative	Décembre 2009
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.2.1 Prévention de la pollution lors de rejets imprévus	Certaines activités ont déjà leurs différents effluents identifiés, il reste à réaliser l'identification de certains process (code couleur, identification) ainsi que la numérotation des tuyauteries. Une mise à jour des plans est à réaliser	Juin 2010
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.2.1 Prévention de la pollution lors de rejets imprévus	Numérotation des vannes et de toutes les tuyauteries Gestion des produits chimiques et identification des risques associés au stockage et à l'utilisation de matériaux incompatibles	Juin 2009
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.2.6 "Maintenance": Réduction des pertes de solvant, améliorer l'efficacité et la qualité du produit et conserver un lieu de travail propre	Intégration dans la TPM d'un calendrier de maintenance (vérification des joints, brides, soupapes, réservoirs, canalisations pour les peintures et solvants) Automatisation du nettoyage des têtes de peinture	2010
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	Chapitre 20.6 Gestion des matières premières	A l'horizon 2010 : Suppression des stockages intermédiaires par la réalisation d'un lien direct entre la	Travaux conséquents : juin 2010

		station de mélange et les têtes de peintures	
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.6.3.5 Canalisation directe des solvants depuis le stockage - Réduction du risque de déversement Limitation du risque de contamination Moins de peinture, moins de conteneurs et moins de nettoyage	Le capotage des têtes de peinture et l'automatisation de l'arrivée de solvants sont en projet : Solvant avec des rampes d'aspersion sur toutes les têtes Une étude technique est en cours et s'inspire des techniques utilisées sur d'autres sites du Groupe - Peinture transportée directement par canalisation du fût vers le procédé (pompage). - Rinçage automatique	Janvier 2012
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.7.1.2.3 Revêtement de conversion contenant du chrome	Des essais sont en cours afin de supprimer le chrome dans le TS et le primaire : Fin déc 2007 : Essai sans chrome (autres pigments inhibiteurs de corrosion) Les échantillons sont à ce jour exposés à Brest sur le front de mer pour validation (qualité) Début 2010 : les essais pourront être validés si la tenue des échantillons est conforme aux spécifications.	Janvier 2012
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.7.2.1 Peintures traditionnelles à base de solvant	Peintures à base d'eau : Des essais sur des primaires à l'eau sont en cours cependant des questions se posent sur le rejet à l'atmosphère des co-solvants. En effet l'intérêt de l'utilisation de ces peintures réside dans la réduction des consommations énergétique (évaporation/ Suppression incinération). Une seule cuisson aurait lieu (finition). 20.7.2.5 Peinture à durcissement par radiation Peintures à durcissement par radiation : Des essais ont été réalisés depuis 3 ans avec cette nouvelle technique mais son coût de revient prohibitif rend le projet non viable C'est une technologie encore trop chère (le double du prix) pour nos lignes de fabrication. 20.7.2.6 Revêtement en poudre Revêtement en poudre : non concerné 20.7.2.7 Pâte à poudre Pâte à poudre : non concerné 20.7.2.8 Matériaux pré-traités Matériaux pré-traités : non concerné 20.7.2.9 Peintures contenant des métaux toxiques Peintures contenant des métaux toxiques : Les principales finitions ne contiennent plus de chrome, ni de plomb	Des recherches sont en cours pour minimiser la quantité de solvant dans les peintures Des essais sur de nouveaux produits et des nouvelles technologies sont réalisées L'objectif du Groupe est de supprimer totalement à l'horizon janvier 2012 tous les pigments à base de métaux lourds
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	Chapitre 20.9 Techniques de Nettoyage Réduction des émissions de solvants	L'automatisation du nettoyage des têtes de peinture est un projet en cours (automatisation de l'arrivée de solvants : Solvant avec des rampes d'aspersion sur toutes les têtes)	Etude technique en cours pour modification du procédé janvier 2012
MTD traitement de surface utilisant des	Chapitre 20.10 Substitution : Utilisation de	Utilisation de produits de TS et de primaires sans	Validation des essais et

solvants organiques	substances moins nocives – principes Généraux Réduction de l'utilisation de substances nocives et des quantités pénétrant par la suite dans l'environnement que cela soit de manière planifiée ou non planifiée	chrome prévu dans le Master plan Groupe horizon 2010/2012 Les fournisseurs ont engagé des actions concernant des formules de substitution de certains composants : Etude en cours sur le remplacement du chromate de strontium : développement de primaires sans chromates Etude en cours sur le remplacement de certains pigments (R61) et sur la réduction du taux de trioxyde d'antimoine (R40)	recherche de nouvelles solutions janvier 2012
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.10.1 Remplacement des décapants (substitution)	Le solvant de nettoyage utilisé est un solvant adapté au process de fabrication : prélaquage en continu avec changement de teintes répétées. La F.D.S. de ce produit (Révision N°1 du 13/10/08) indique un point d'éclair ≤ 21 °C	Le fournisseur de produits n'a pas de solution technique de remplacement en conformité au cahier des charges
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.10.3 Remplacement des solvants halogénés	Les fournisseurs s'engagent à : -La réduction du taux de trioxyde d'antimoine dans les PVC en dessous du seuil -La mise en œuvre d'un programme de substitution par une version sans phtalates qui sera exempt de pigments toxiques et d'agents anti-feu	Suppression/ Substitution de produits encore concernés d'ici janvier 2012
MTD traitement de surface utilisant des solvants organiques	20.10.4 Remplacement des solvants et d'autres matières présentant des propriétés CMR	Les produits concernés sont les produits dont les phrases de risque sont : R45, R46, R49, R60 et R61 Les peintures : Développement des primaires sans chromates (suppression chromates de strontium R45) Formulation toutes teintes et toutes qualités en pigments non toxiques (R61)	Janvier 2012